Évaluation économique et budgétaire

Ottawa, Canada
Le 20 novembre 2008
www.parl.gc.ca/pbo-dpb

tel/tél: +1 613 992 8026 // **fax/téléc:** +1 613 947 8480 // pbo-dpb@parl.gc.ca

Ottawa, Canada K1A 0A9 // www.parl.gc.ca/pbo-dpb

En vertu de la *Loi fédérale sur l'imputabilité,* le directeur parlementaire du budget (DPB) doit présenter au Sénat et à la Chambre des communes une analyse indépendante de l'état des finances de la nation, du budget des dépenses du gouvernement, ainsi que des tendances de l'économie nationale.

Conformément à ce mandat, ce document concerne la première *Évaluation économique et budgétaire* du DPB et on y décrit :

- La situation et la perspective de l'économie canadienne;
- La façon dont ces développements économiques peuvent influencer la situation budgétaire du Canada à compter de maintenant;
- Les considérations d'ordre politique à court terme, ainsi que les défis élémentaires en ce qui concerne les politiques à long terme.

Préparée par* : Mostafa Askari, Chris Matier, Brad Recker et Stephen Tapp

* Les auteurs et le directeur parlementaire du budget tiennent à remercier, sans les impliquer, les personnes qui ont participé aux réunions avec la Toronto Association of Business Economists (TABE), l'Organization of Saskatchewan Applied Economic Research (OSkAER), le Atlantic Association of Applied Economists (AAAE) et Peter DeVries, pour leurs précieuses observations et suggestions. Les auteurs assument l'entière responsabilité de toute erreur ou omission.

Sommaire exécutif

Ce document a pour but de produire une analyse devant permettre aux parlementaires d'améliorer le dialogue public et les délibérations entourant les grandes questions économiques et budgétaires, soit ces questions qui présentent une importance de premier ordre dans le contexte actuel d'une économie mondiale en perte de vitesse et d'un avenir économique qui baigne dans l'incertitude.

Voici quelles sont les principales constatations du DPB :

1. La crise financière soutenue à l'échelle internationale est venue accentuer l'incertitude entourant les marchés financiers et l'économie mondiale. La croissance économique mondiale a connu un ralentissement abrupt et on prévoit une récession d'envergure mondiale.

2. Réfléchissant des perspectives économiques plus faibles à l'échelle mondiale, des conditions de crédit intérieur plus strictes au Canada, ainsi qu'une détérioration de la confiance des consommateurs et des entreprises, les prévisionnistes du secteur privé ont réduit considérablement les perspectives économiques de croissance à court terme en ce qui concerne l'économie canadienne.

3. À leur tour, les perspectives économiques plus négatives de l'économie canadienne constituent, pour le gouvernement du Canada, un risque distinct lorsqu'il s'agit de réaliser ses objectifs politiques à court et à moyen termes. En supposant que la politique budgétaire ne subira aucun changement majeur, les perspectives économiques à la baisse nous portent à croire que le gouvernement du Canada enregistrerait à court terme des déficits budgétaires modestes et temporaires.

4. Il existe, en matière de politiques, différentes approches permettant de faire face à ces développements complexes des points de vue économique et budgétaire. Cependant, chaque option politique implique des compromis. Un défi important que doivent relever les responsables de l'élaboration des politiques consiste à contrer les pressions à court terme tout en entretenant une vision à long terme, en adoptant des politiques durables sur le plan budgétaire, ainsi qu'en relevant les défis élémentaires à long terme.

Survol de l'évaluation économique et budgétaire du DPB

1. Les perspectives en ce qui concerne l'économie mondiale se sont détériorées considérablement

- La situation économique et financière à l'échelle mondiale s'est détériorée de façon abrupte en raison des impacts généralisés de l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque aux É.-U. et de la tourmente qui s'en est suivie sur les marchés des capitaux.
- Le resserrement du crédit et l'incertitude accrue qui en a résulté, la baisse marquée du cours des actions, ainsi que la baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises ont entraîné une baisse radicale des perspectives de croissance mondiale, mais tout particulièrement dans les économies avancées.
- L'IMF prévoit une croissance mondiale réelle du PIB d'à peine 2,2 pour cent en 2009.
- On prévoit que les É.-U., qui sont le principal partenaire commercial du Canada, feront les frais d'un affaiblissement prolongé de leur économie.
- Ces développements économiques et financiers ont entraîné des réactions sans précédent au niveau politique. Par exemple, on a nationalisé partiellement certaines des plus grandes institutions financières, des banques centrales ont réduit de façon agressive leurs taux d'intérêt, alors qu'on a annoncé des programmes d'encouragement fiscal à grande échelle ou de tels programmes sont présentement mis en œuvre.

2. Le rendement économique récent du Canada s'est affaibli et les perspectives se sont détériorées

Étant une économie ouverte qui évolue sur les marchés mondiaux des marchandises et des capitaux, le Canada se trouve exposé aux soubresauts économiques et financiers survenant ailleurs dans le monde. Les facteurs externes ayant favorisé la croissance de l'économie canadienne au cours des dernières années présentent maintenant une tendance inverse. L'éclatement de la bulle immobilière aux É.-U. et la tourmente qui en a découlé sur les marchés financiers sont venus s'ajouter au ralentissement de la croissance des économies du marché émergentes dont la croissance robuste avait contribué à alimenter des augmentations historiques au niveau des prix des produits de base.

Rendement économique récent

Le PIB réel du Canada stagne essentiellement depuis le troisième trimestre de l'année, témoignant ainsi en grande partie de la faiblesse des exportations. Jusqu'à récemment, cependant, l'impact sur les revenus des Canadiens était atténué en raison du pouvoir d'achat accru découlant de l'augmentation du prix des produits de base. Ces prix ont connu une baisse dramatique au cours des derniers mois et divers indicateurs nous portent maintenant à croire à une période de faible croissance au Canada :

- Le marché boursier a subi une baisse substantielle par rapport aux sommets historiques qu'il a connus;
- Les conditions de crédit se sont resserrées, reflétant ainsi la tourmente sur les marchés financiers à l'échelle mondiale;
- Le marché du logement s'est calmé, malgré que le marché canadien ait été moins exposé aux investissements sur le marché des prêts hypothécaires à risque et sur les marchés spéculatifs;
- La confiance des consommateurs et des entreprises a chuté de façon abrupte et les gains d'emploi ont ralenti.

Perspectives économiques canadiennes

Comme l'IMF l'a souligné, l'usage explicite d'une vaste gamme de prévisions économiques du secteur privé représente un atout majeur dans la préparation des prévisions budgétaires du gouvernement. Par conséquent, le bureau du DPB a procédé à une enquête des prévisions du secteur privé dans le but d'évaluer et quantifier les perspectives économiques du Canada au cours des cinq prochaines années.

Croissance réelle du PIB : Selon le scénario reposant sur la moyenne des prévisions de l'enquête du DPB, on a révisé considérablement à la baisse la perspective du PIB réel à court terme (ajusté pour tenir compte de l'inflation) depuis le budget, soit à 0,6% en 2008 et à 0,5% en 2009 (par rapport à 1,7% et 2,4% respectivement dans le budget 2008). Cependant, on s'attend à ce que la croissance en 2010-12 soit légèrement plus élevée que les attentes exprimées au moment du budget alors que l'économie faible rebondira partiellement.

PIB nominal : Le PIB nominal mesure l'activité économique selon les prix actuels, ce qui en fait un indicateur plus fiable de l'assiette budgétaire globale d'où le gouvernement perçoit ses recettes. En 2008, malgré une croissance réelle du PIB inférieure aux prévisions, l'éclatement des prix des produits de base au cours de la première moitié de cette année devrait produire un PIB nominal supérieur aux prévisions au moment du budget. En 2009, cependant, on s'attend à ce que le ralentissement de l'économie et la pression attribuable à la faiblesse des prix entraînent une baisse importante de la croissance nominale en-deçà de ce qu'on prévoyait dans le budget. Une incertitude considérable entoure les prévisions du PIB nominal pour 2009, reflétant ainsi les points de vue différents quant à l'ampleur du ralentissement, au moment et à la force de la reprise, ainsi qu'à l'impact du prix des produits de base sur l'inflation au niveau du PIB au Canada. À compter de 2010, la croissance nominale du PIB se rapproche davantage des prévisions budgétaires, car on prévoit que l'économie rebondira partiellement d'une croissance plus lente au cours des années rapprochées. Globalement, toutefois, le niveau du PIB nominal reste 45 milliards de dollars inférieur, en moyenne, au cours de ces années par rapport au budget.

Taux d'intérêt : Les taux d'intérêt déterminent le montant que le gouvernement du Canada consacre en frais d'intérêt sur ses emprunts. On prévoit que les taux à court terme seront considérablement moins élevés que ce qu'on prévoyait dans le budget en raison de vigoureuses mesures adoptées par la Banque du Canada, dont la réduction par la moitié de son taux directeur à 2,25%.

Chômage : À ce jour, le marché canadien de la main-d'œuvre s'est révélé légèrement plus vigoureux qu'on le prévoyait au moment du budget. En 2009 et pour toute la durée des prévisions, on s'attend cependant à ce que le ralentissement de l'économie affaiblisse le marché de la main-d'œuvre alors que le taux de chômage augmentera au-dessus de ce qu'on prévoit dans le budget 2008. On prévoit que le taux de chômage atteindra son maximum à 6,9% en 2009 par rapport à 6,4% comme on le mentionnait dans le budget, ce qui implique une hausse des montants que le gouvernement consacre aux prestations d'assurance-emploi.

Pour mettre les prévisions du DPB en contexte historique, on compare la croissance de la fourchette des prévisions du PIB réel passée aux ralentissements et récessions passés. Les prévisions du PIB réel fondées sur le scénario reposant sur la moyenne de l'enquête du DPB sont similaires à 2001. À ce moment-là, les États-Unis ont connu une récession qui a coïncidé avec un ralentissement économique au

Canada. Selon les prévisions fondées sur le scénario le plus pessimiste, le ralentissement économique serait un peu plus prolongé. Toutefois, dans les deux scénarios, les ralentissements seront moins graves que ceux qu'ont connus les Canadiens lors des récessions au début des années 1980 et 1990.

Risques au niveau des perspectives économiques

Les perspectives économiques basées sur la moyenne des prévisions du secteur privé constituent un fondement raisonnable pour la planification budgétaire. Ceci étant dit, les perspectives économiques canadiennes nous laissent entrevoir une grande incertitude et dépendent de façon cruciale des développements à venir au niveau de l'économie mondiale et des marchés financiers mondiaux.

Les principaux risques de perte pour l'économie d'après la moyenne des prévisions du secteur privé sont externes et sont attribuables à la possibilité d'un repli plus prononcé de l'économie américaine et d'une faiblesse prolongée des nouvelles économies de marché. On constate cependant certains risques de gain, dont la possibilité que la crise financière mondiale puisse se résorber plus graduellement et plus tôt qu'on le prévoit, ce qui contribuerait à hausser la confiance des consommateurs et des entreprises et à propulser le marché des actions.

Malgré les révisions à la baisse des perspectives économiques depuis le Budget 2008, les risques qui persistent sont plutôt susceptibles d'entraîner des pertes.

3. Compte tenu des perspectives économiques plus faibles et en supposant qu'on n'assistera à aucun changement majeur au niveau de la politique budgétaire, on prévoit des déficits modestes à court terme

Dans le but d'évaluer les impacts éventuels de perspectives économiques plus faibles sur les finances fédérales, le DPB a basé ses prévisions financières sur un scénario faisant appel à la moyenne des prévisions économiques évoquées ci-dessus. De plus, pour aider à évaluer les impacts fiscaux possibles des risques sur ces perspectives économiques, on fait appel aux prévisions les plus pessimistes et les plus optimistes de l'enquête du DPB à titre d'exemple.

Autrement dit, le DPB ne présente pas des ' prévisions alternatives' (résultat le plus probable) de la situation financière fédérale. Le but d'un tel exercice consiste plutôt à permettre aux parlementaires et aux Canadiens de mieux comprendre et à susciter la discussion d'enjeux en évaluant les impacts fiscaux possibles de perspectives économiques à la baisse, ainsi que les risques éventuels si on n'assiste à aucun changement majeur au niveau des politiques.[1]

Résultats de la situation et des prévisions budgétaires

L'équilibre budgétaire des cinq premiers mois de l'exercice financier est le moins élevé des dernières années, en grande partie en raison des décisions politiques antérieures plutôt que de l'affaiblissement de l'économie. Alors que les résultats financiers à ce jour, de même que tous nos scénarios de prévisions, nous portent à croire à un léger excédent en 2008-09, il faudra un certain temps avant de connaître les

[1] Notre point de départ repose sur les développements économiques récents et les résultats financiers à ce jour. Pour mieux réaliser cet exercice, le DPB doit disposer des données détaillées qui ont été utilisées pour préparer les prévisions économiques et budgétaires contenues dans le Budget 2008. Nous avons demandé cette information au ministère des Finances, mais on nous l'a refusée.

implications sur les recettes de la récente tourmente des marchés financiers. Par conséquent, il est fort possible qu'on se retrouve avec un déficit pour le présent exercice financier.

Lorsqu'on regarde l'avenir, si la politique budgétaire demeure inchangée, le dépérissement des perspectives économiques se traduit par une détérioration importante de la situation budgétaire, entraînant ainsi un risque pour les buts et les objectifs financiers énoncés du gouvernement. Selon le scénario moyen, on prévoit des déficits modestes à court terme, soit de 3,9 milliards de dollars en 2009-10 et de 1,4 milliard de dollars en 2010-11, alors qu'on retournera aux faibles excédents en 2011-12 (1,6 milliard de dollars) et en 2012-13 (3,0 milliards de dollars). Par rapport à la taille de l'économie, le déficit de pointe dans le scénario moyen que décrit le DPB dans son enquête est négligeable à 0,2% du PIB en 2009-10. Le solde budgétaire cumulé sur la période de projection est un excédent de 3,4 milliards de dollars.

Le scénario le plus pessimiste nous laisse entrevoir divers impacts fiscaux incluant un ralentissement économique plus prolongé et une correction du prix des produits de base. Selon ce scénario de faible croissance, les déficits atteindront un maximum d'environ 14 milliards de dollars au cours de l'exercice financier suivant (0,9% du PIB) pour perdurer tout au long de l'horizon prévisionnel (moyenne de 0,8% du PIB). En vertu du scénario plus optimiste de forte croissance selon l'enquête du DPB, on prévoit que l'équilibre budgétaire du gouvernement sera conforme au Budget 2008 à court terme et légèrement plus élevé par la suite. Dans l'ensemble, puisque les risques économiques restent à la baisse, nous considérons que la plage inférieure des prévisions financières énoncées dans le budget représente une fourchette de résultats plus probables.

De façon générale, les résultats de ces prévisions nous portent à croire que les perspectives économiques à la baisse compromettront probablement la capacité du gouvernement de réaliser ses objectifs financiers énoncés à court et à moyen termes qui consistent à équilibrer le budget chaque année et à réduire à 25 pour cent d'ici 2011-12 le rapport entre la dette et le PIB respectivement.

Ceci dit, bien que de modestes déficits soient prévus selon le scénario moyen de l'enquête du DPB, on prévoit un retour à un léger excédent budgétaire en 2011-12, et l'atteinte de l'objectif à moyen terme du ratio de la dette au BIP en 2012-13, un an seulement plus tard que prévu.

4. Comment le gouvernement pourrait-il réagir à l'actuel ralentissement?

Confronté au ralentissement économique prévu, il existe essentiellement trois approches générales que le gouvernement peut adopter du point de vue politique :

1) *Aucune réaction sur le plan de la politique budgétaire discrétionnaire*. Dans l'actuel contexte, cela signifie que le gouvernement, comme il l'a fait jusqu'à maintenant, s'efforcerait principalement de stabiliser les marchés financiers et n'adopterait aucun stimulant budgétaire discrétionnaire majeur. Cette approche repose sur la notion conventionnelle selon laquelle une détente au niveau de la politique monétaire combinée à des stabilisateurs fiscaux automatiques (comme une réduction des impôts perçus et une augmentation des dépenses gouvernementales qui survient automatiquement lorsque les revenus chutent et que le chômage est en hausse) peuvent réduire l'impact du ralentissement économique et réduire sa durée. Dans le contexte actuel, cependant, certains peuvent prétendre que le risque d'une telle approche repose dans la portée limitée d'un stimulant additionnel de la politique monétaire, compte tenu du niveau déjà peu élevé du taux du

financement à un jour de 2,25% de la Banque du Canada et de l'incertitude palpable sur les marchés financiers.

2) *Respect strict d'un équilibre budgétaire*. Le gouvernement peut décider de prendre des mesures afin d'équilibrer le budget. Ces mesures pourraient consister, entre autres, à vendre certains biens gouvernementaux, mais il est plus probable qu'on exige une réduction des dépenses gouvernementales, une augmentation des impôts ou un mélange des deux. Une telle approche est cependant risquée, puisque le recours à la politique de contraction budgétaire pourrait prolonger ou accentuer le ralentissement économique.

3) *Augmentation des dépenses ou réduction des impôts afin de stimuler l'économie à court terme*. Cette approche vise à réduire les difficultés qu'entraînent à court terme une baisse des revenus et une augmentation du nombre de chômeurs, sans compter qu'elle peut constituer pour les responsables de l'élaboration des politiques une 'assurance' additionnelle advenant que le ralentissement devienne particulièrement prononcé. Toutes les mesures budgétaires discrétionnaires influeront probablement sur les activités à court terme de l'économie canadienne, mais pourraient aussi influencer les activités économiques à long terme – de façon positive ou négative – si, par exemple, elles modifient les incitatifs pour créer des emplois, économiser ou investir. Cette approche, entraînerait probablement un affaiblissement additionnel de la situation budgétaire à court terme du gouvernement et pourrait refiler aux générations futures les coûts des mesures prises aujourd'hui. Pour réduire ce risque, toute réponse budgétaire discrétionnaire devrait être opportune, temporaire et ciblée. Le respect de ces principes nous assureraient que toutes nouvelles mesures budgétaires soient rentables et puissent être justifiées sur le plan fiscal.

5. Questions à l'intention des parlementaires

Les parlementaires peuvent souhaiter adresser au gouvernement un certain nombre de questions dans le contexte de la mise à jour économique et financière de 2008 et des délibérations pré-budgétaires de 2009.

Surveillance et reddition des comptes au Parlement

Le besoin d'améliorer la surveillance et la reddition des comptes sur les plans économique et financier au Parlement et aux Canadiens. De telles mesures peuvent consister, entre autres, à consolider les rapports trimestriels du ministère des Finances en ce qui concerne la couverture et l'évaluation des indicateurs économiques mondiaux, nationaux et régionaux, ainsi que les implications possibles pour les Canadiens et au niveau des finances publiques.

Politique budgétaire prudente

Le besoin de revoir ou de réaffirmer (au besoin) les buts et les objectifs financiers actuels pour tenir compte de la présente faiblesse cyclique, incluant l'objectif d'un budget annuel équilibré; le rapport à moyen terme de 25% entre la dette et le PIB qu'on souhaite atteindre d'ici 2011-12; ainsi que le taux de croissance des dépenses consacrées aux programmes.

Le besoin d'assurer que la position du gouvernement en ce qui concerne sa politique budgétaire à court terme soit conforme à une politique de stabilisation efficace (autrement dit, qu'on n'adopte pas de mesures

budgétaires pour accroître la faiblesse de l'économie) et qu'elle vienne s'ajouter à la politique monétaire afin de renforcer l'économie.

Relever les défis politiques fondamentaux à long terme

Nonobstant les défis politiques à court terme en ce qui concerne la stabilité financière et le ralentissement économique, on se doit d'examiner et de relever les défis politiques à long terme, comprenant :

- Les implications économiques et budgétaires du vieillissement de la population canadienne;
- Les conséquences négatives sur notre niveau de vie en raison de la faible croissance de la productivité canadienne;
- Le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir davantage la durabilité de l'environnement;
- Le besoin de favoriser un ajustement approprié dans les principaux secteurs de l'économie; et
- Le besoin de combler l'écart croissant au niveau du revenu des régions et des familles.

Évaluation économique et budgétaire

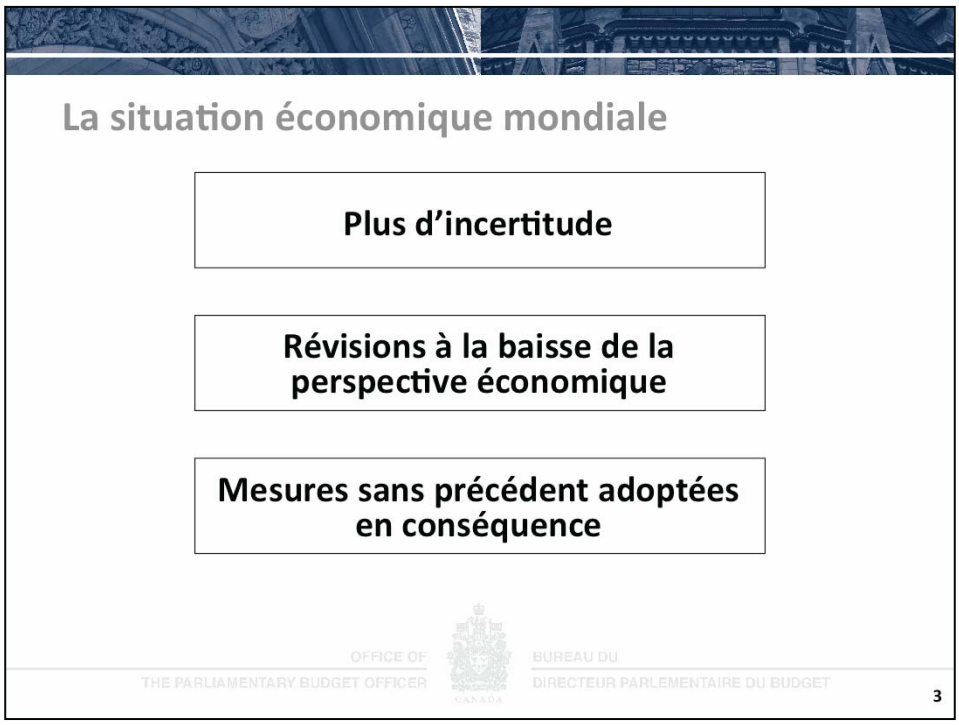
Le 20 novembre 2008

Grandes lignes l'exposé

1) Situation économique et budgétaire

2) Perspectives et risques

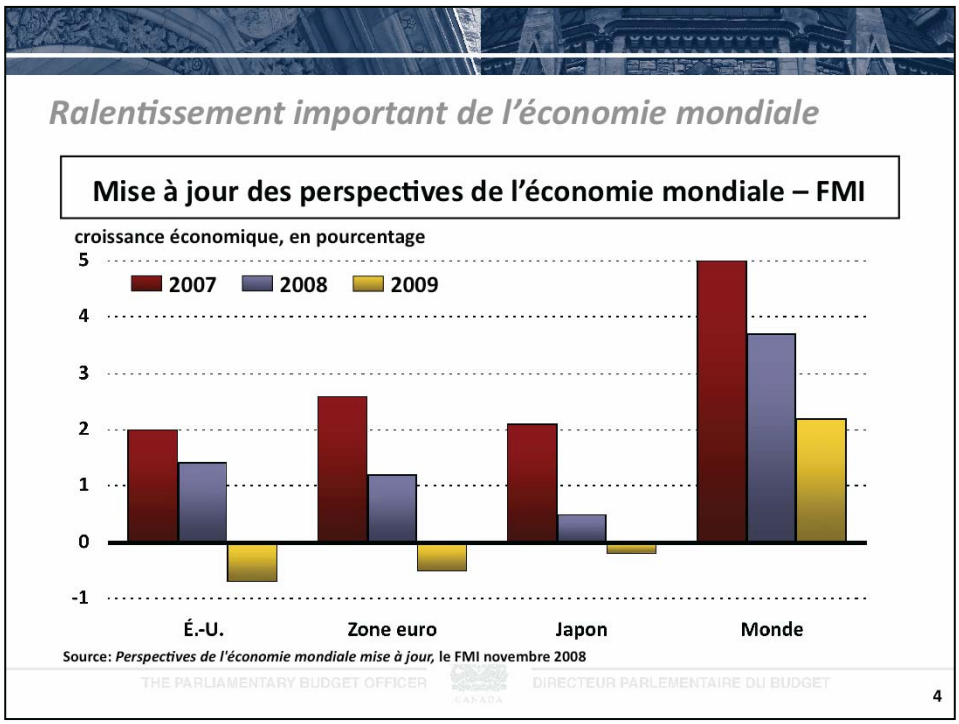
3) Défis stratégiques



La situation économique et financière mondiale s'est brusquement détériorée à cause de l'étendue des répercussions qu'ont eues l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et la tourmente qui en a résulté sur le marché des capitaux.

L'incertitude accrue et les restrictions du crédit qui en découlent ont considérablement réduit les perspectives de croissance économique. Une récession mondiale est à prévoir.

Des stratégies sans précédent ont été adoptées pour endiguer la crise. Plusieurs pays ont pris des mesures extraordinaires afin d'injecter des liquidités dans le marché du crédit, des grandes institutions financières ont été nationalisées partiellement, les taux d'intérêt ont été abaissés et des mesures de relance budgétaire à grande échelle ont été annoncées ou sont actuellement mise en œuvre.

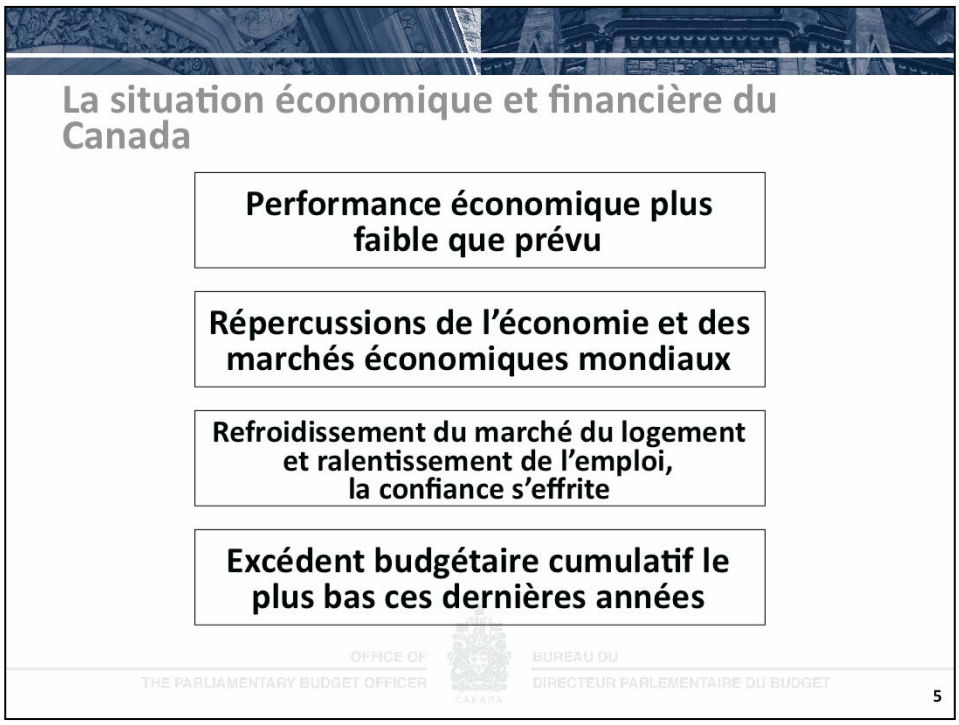


En étant ouverte aux marchés mondiaux des produits et des capitaux, l'économie canadienne se trouve exposée aux soubresauts économiques et financiers survenant ailleurs dans le monde. Les facteurs extérieurs qui ont favorisé la croissance de l'économie canadienne au cours des dernières années vont maintenant dans l'autre sens. L'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis et le resserrement des conditions de crédit et les remous dans le marché du crédit que cela a engendrés ont entraîné un ralentissement des économies de marché émergentes, dont la forte progression avait contribué aux hausses historiques des prix des produits de base.

Les conséquences de ces facteurs externes s'étant accentuées et répandues dans de nombreux pays et dans différents secteurs de l'économie, au point de miner gravement la confiance des entreprises et des consommateurs et d'accroître le sentiment d'incertitude, l'économie mondiale pique du nez.

D'ailleurs, dans ses perspectives économiques mondiales publiées le 6 novembre dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la baisse de façon notable ses perspectives de croissance mondiale et réclamé d'autres mesures de relance budgétaire ainsi qu'un assouplissement de la politique monétaire. En raison principalement du ralentissement dans les pays avancés, on estime à 2,2 % la croissance économique mondiale en 2009, soit 1,5 % de moins que ce qu'on avait prévu en 2008. Or, une croissance inférieure à 3 % correspond ordinairement à une récession mondiale. On craint maintenant une chute de la production dans les pays avancés en 2009, sauf au Canada, ce qui constituerait le premier déclin de l'après-guerre.

Pour mettre la situation actuelle dans une perspective historique, on s'attend à ce que le ralentissement des économies avancées atteigne à peu près la même ampleur qu'en 1975 et 1982 (eu égard aux écarts cycliques par rapport à la croissance à long terme).



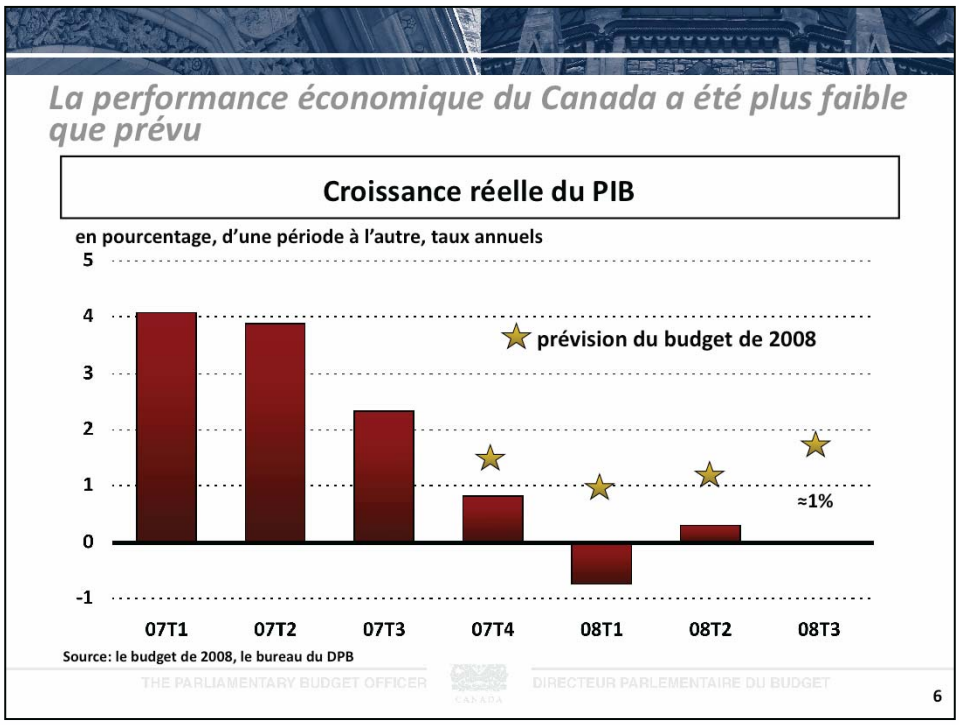
La performance économique du Canada s'est avérée généralement plus faible qu'on ne l'avait prévu au moment de la présentation du Budget de 2008, en raison principalement des changements survenus sur la scène économique et financière mondiale.

La faiblesse de la demande de produits exportés par le Canada et, jusqu'à tout dernièrement, la parité avec le dollar américain, ont lourdement affecté le secteur du commerce canadien. L'agitation des marchés financiers de par le monde a aussi continué de se faire sentir au Canada, où le resserrement des conditions de crédit a été cependant plus limité.

Les prix plus élevés que prévu des produits de base ont entraîné des gains pour le Canada dans les termes de l'échange (c.-à-d. les prix des exportations par rapport à ceux des importations) tout au long du deuxième trimestre et au cours du troisième trimestre, qui se sont traduits par des augmentations de revenu importantes pour les ménages, les commerces et les gouvernements. Depuis le mois de juillet, cependant, la baisse abrupte du prix des produits de base a contribué à une chute record du taux de change entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'à une baisse marquée du cours des actions.

Les marchés du logement et du travail au Canada se sont aussi refroidis après de solides performances tout au long de 2007. Au même moment, la confiance des consommateurs et des entreprises s'est considérablement effritée, en raison des inquiétudes accrues suscitées par les perspectives de l'économie et des marchés financiers mondiaux.

Le solde budgétaire pour les cinq premiers mois de l'exercice financier n'a jamais été aussi bas ces dernières années. En août, l'excédent fédéral cumulatif s'établissait à 1,2 milliard de dollars, contre 6,6 milliards de dollars un an plus tôt. Dans le Budget de 2008, on s'attendait à ce que l'excédent budgétaire pour tout l'exercice 2008-2009 atteigne 2,3 milliards de dollars.

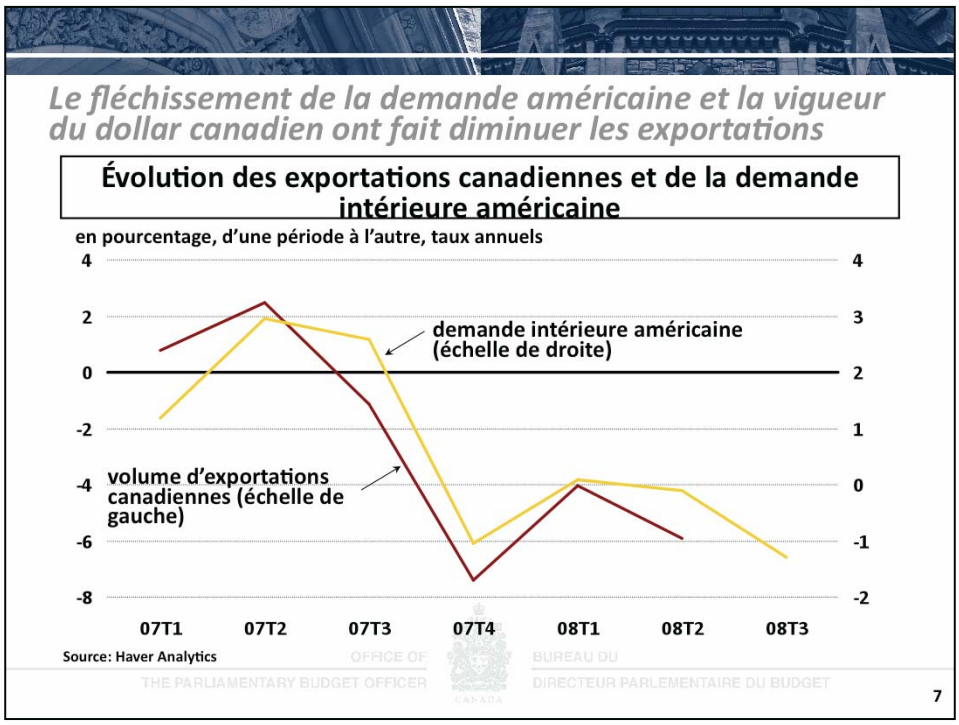


La croissance du PIB réel a été bien plus faible que ce qu'on avait prévu au moment de la présentation du Budget 2008, principalement en raison de la faiblesse des exportations.

La production du secteur des entreprises a baissé au cours des deux premiers trimestres de l'année, à cause du ralentissement dans le secteur de la production de biens, particulièrement dans le secteur manufacturier, pendant que le secteur des services connaissait une croissance modérée.

Les baisses de production dans le secteur des entreprises, jumelées aux augmentations continues du nombre d'heures travaillées, ont donné lieu à des baisses de productivité (la production par heure de travail) de la main-d'œuvre dans le secteur des entreprises au cours de trois trimestres successifs, ce qui constitue la pire performance enregistrée depuis le milieu des années 1990.

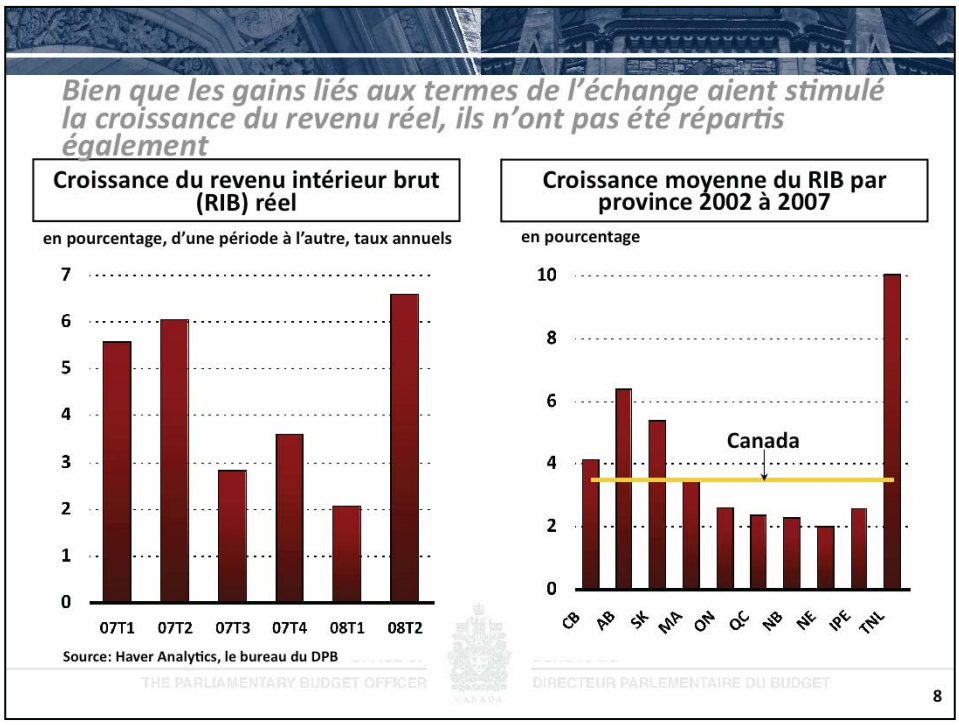
Statistique Canada est censé présenter son estimation de la croissance du PIB réel au cours du troisième trimestre, le 1er décembre. Des indicateurs économiques récents laissent entendre que le PIB réel aurait progressé d'environ 1 % (aux taux annuels) durant ce trimestre.



Depuis le quatrième trimestre de 2007, les diminutions du volume des exportations canadiennes ont grugé environ deux points de pourcentage en moyenne au taux de croissance du PIB réel.

La demande intérieure aux États-Unis s'est considérablement affaiblie depuis le milieu de 2007, et la vigueur retrouvée par le dollar canadien, qui atteignait à peine 85 cents américains au début de 2007, a fait régresser le volume des exportations canadiennes au cours des quatre derniers trimestres.

Les exportations de produits automobiles et forestiers ont particulièrement souffert durant cette période, en raison des réductions des dépenses des consommateurs et des investissements dans le secteur résidentiel aux États-Unis. Les exportations de produits énergétiques ont aussi connu un net recul dans les derniers mois.



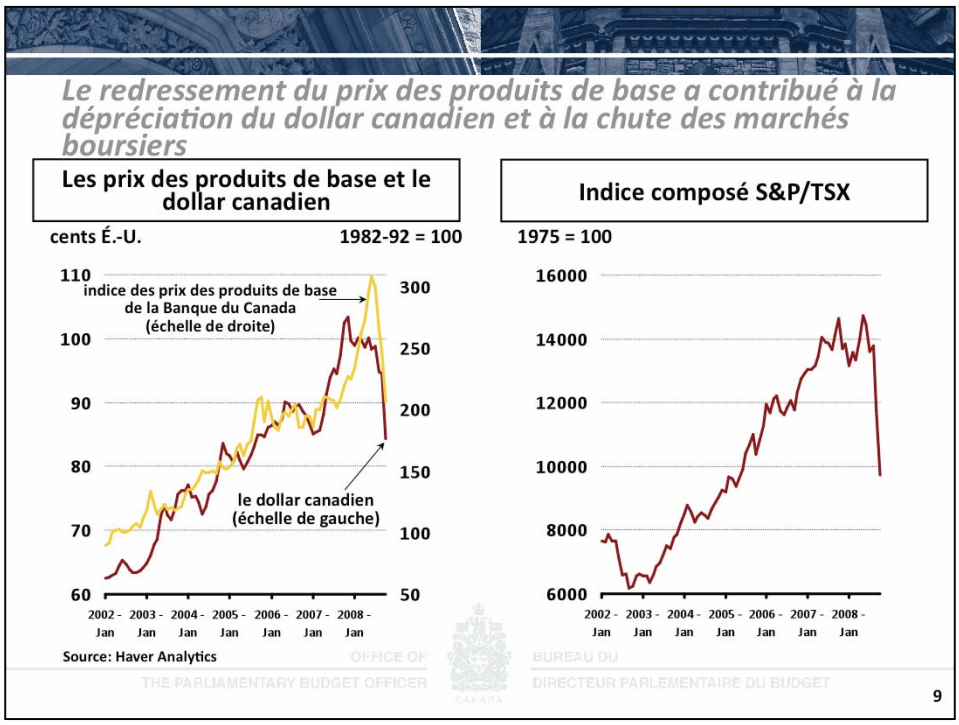
Jusqu'ici, la performance économique du Canada n'a pas été aussi faible que ne le laisse supposer la croissance du PIB réel, qui constitue une mesure des augmentations du volume de la production intérieure du Canada.*

Statistique Canada fournit maintenant une indication du Revenu intérieur brut (RIB) réel, qui mesure l'augmentation du pouvoir d'achat issue des gains liés aux termes de l'échange. Il s'agit d'un indicateur du rendement et de la prospérité économique plus approprié en période de grande fluctuation des prix des produits de base. Le RIB réel est obtenu en appliquant l'indice des prix de la demande intérieure (l'indice des prix payés par les ménages et les entreprises au Canada) pour corriger le PIB nominal.

La hausse des prix des produits de base ayant débuté plus tôt cette année a permis aux ménages, aux entreprises et aux gouvernements d'engranger des revenus supplémentaires et d'atténuer ainsi les répercussions d'un refoulement de la demande américaine. Cependant, la production des ressources n'étant pas distribuée également au pays, ce sont les provinces productrices de ressources qui ont tiré le plus profit des termes de l'échange. De 2002 à 2007, la croissance du RIB moyen dans ces provinces était nettement au-dessus de la moyenne.

---

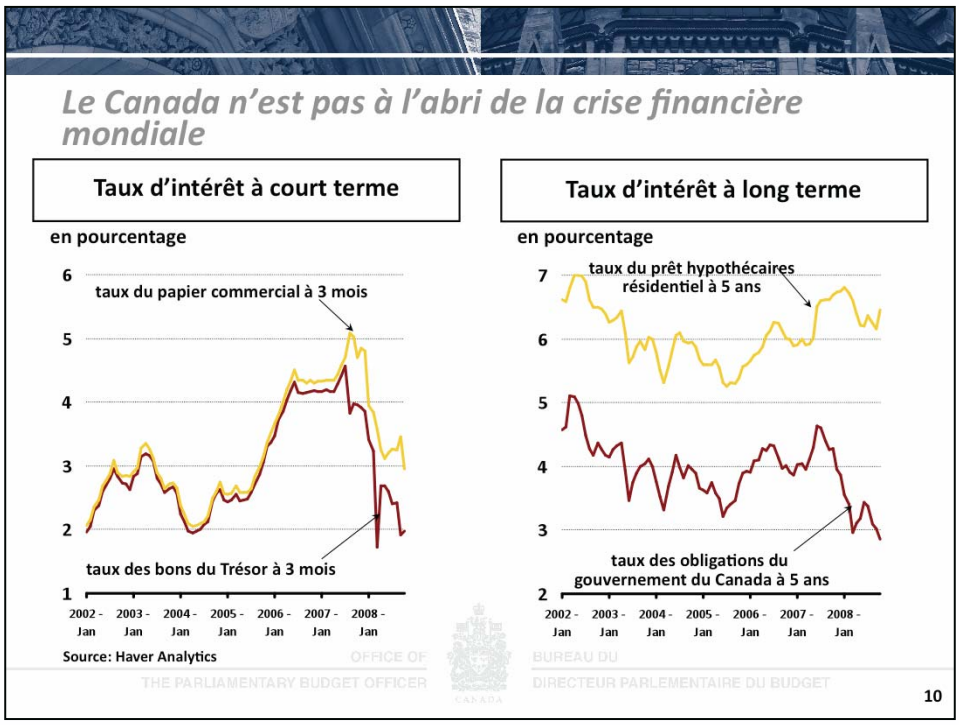
* La croissance du PIB réel ne rend pas compte exactement des augmentations du pouvoir d'achat attribuables aux changements des termes de l'échange, soit du rapport entre les prix des exportations et des importations du Canada. Un gain dans les termes de l'échange signifie que les revenus tirés des exportations sont en hausse et que les Canadiens ont plus d'argent à dépenser pour l'achat de biens et services.



La hausse des prix des produits de base a entraîné des gains dans les termes de l'échange de 2002 jusqu'à la première moitié de 2008, mais la croissance modérée dans les économies industrielles et celles des marchés émergents, de même que l'assombrissement des perspectives économiques mondiales, ont fait chuter abruptement les prix des produits de base, tant énergétiques que non énergétiques.

Le dollar canadien, qui a tendance à réagir aux fluctuations des prix des produits de base, s'est beaucoup déprécié, revenant aux niveaux de 2007 (près de 85 cents US).

L'incertitude à propos des perspectives économiques et financières et la baisse des prix des produits de base ont contribué à l'affaissement de l'indice composé S&P/TSX (Standard and Poor's/Toronto Stock Exchange), qui a perdu 34 % par rapport à son sommet historique.

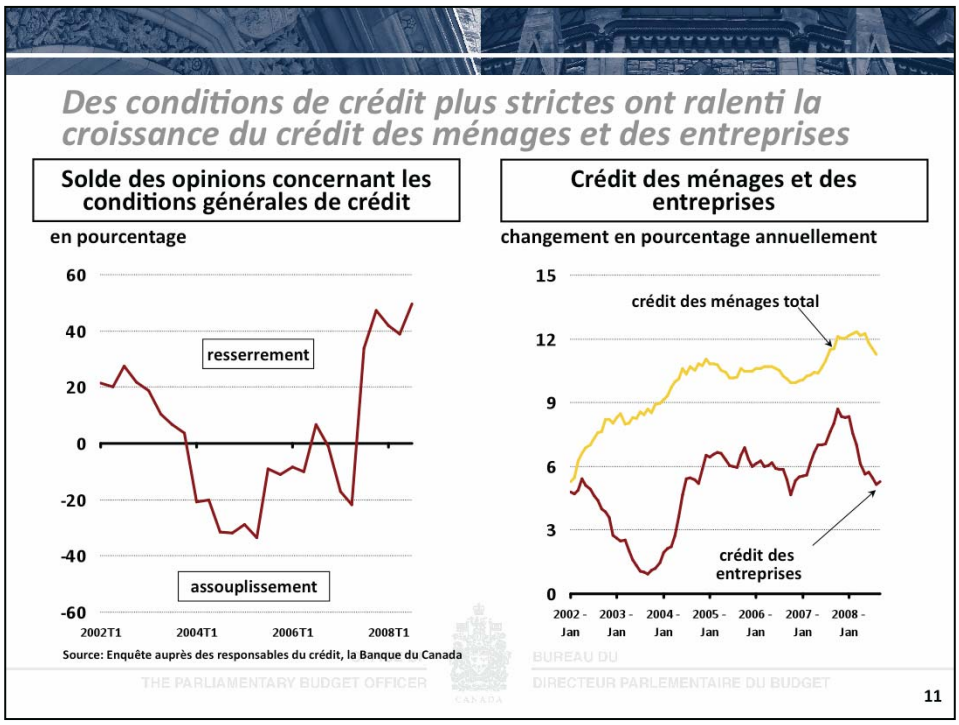


Le Canada n'a pas été épargné par l'agitation du marché mondial des capitaux. On y a resserré considérablement les conditions de crédit, bien que de façon moins draconienne que dans d'autres pays industrialisés.

Un des indicateurs de restriction du crédit largement utilisé est la différence, ou l'écart, entre les taux d'intérêt sur les instruments émis par des sociétés (des papiers commerciaux, par exemple) et les taux d'intérêt sur les instruments financiers à faible risque des gouvernements. Avant l'agitation qui s'est emparée des marchés financiers en août 2007, cet écart était relativement faible et stable comparativement aux moyennes historiques à long terme. L'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis a donné le signal à une brusque réévaluation des risques associés aux prêts consentis aux entreprises et aux ménages.

L'écart entre les taux d'intérêt sur des papiers de premier choix d'une durée de 90 jours émis par des sociétés non financières et les taux d'intérêt sur des bons du Trésor du gouvernement du Canada pour une période de trois mois a atteint en moyenne 10 points de base (un point de base correspondant à un centième de pour cent) durant la période de janvier 2002 à juillet 2007; depuis le mois d'août 2007, il dépasse les 90 points de base. L'écart entre les taux hypothécaires pour cinq ans et le taux d'intérêt des obligations d'épargne du Canada pour une période de cinq ans également, qui atteignait en moyenne 200 points de base entre janvier 2002 et juillet 2007, a grimpé à 300 points de base depuis août 2007.

Par rapport aux titres à plus faible risque, le coût du crédit a augmenté considérablement depuis le milieu de 2007. Toutefois, la réduction cumulative de 225 points de base du taux directeur de la Banque du Canada a aidé à réduire les frais d'emprunt des entreprises et des ménages canadiens, plusieurs taux d'emprunt se trouvant au même niveau qu'avant août 2007, voire même à un niveau inférieur.

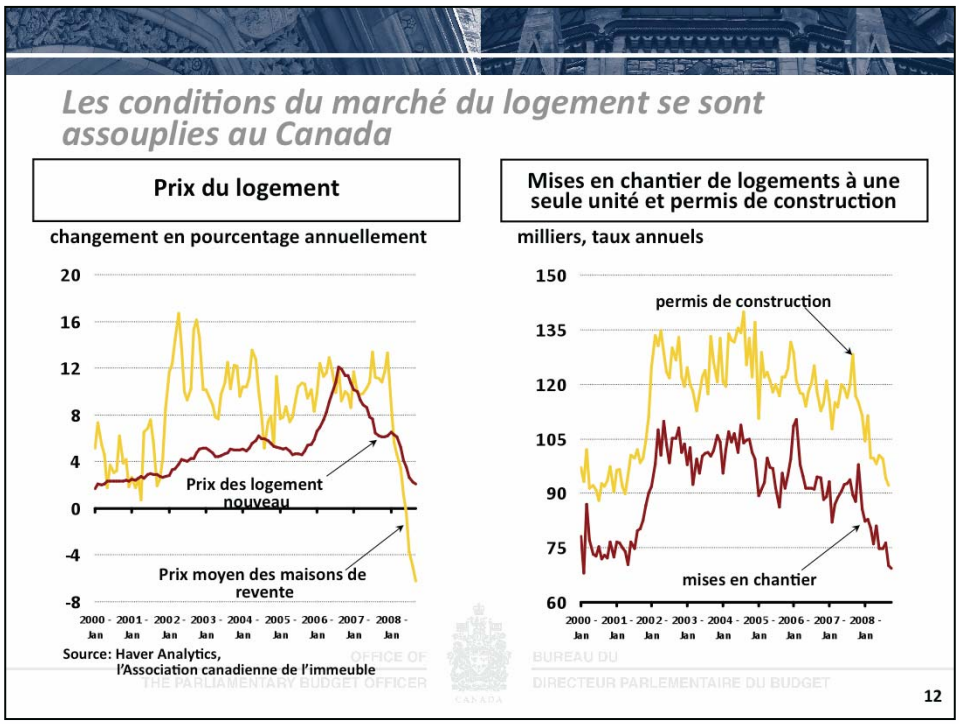


Les réductions du taux directeur de la Banque du Canada ont largement compensé la hausse du différentiel des taux créditeurs à court terme des sociétés financières et non financières, mais les conditions de prêt bancaire avec intermédiaire continuent de se resserrer, selon la Banque du Canada.

À la lumière de l'enquête effectuée dernièrement par la Banque du Canada auprès des responsables du crédit, le solde des opinions concernant les conditions générales de crédit (c'est-à-dire la différence entre le pourcentage pondéré des opinions des institutions financières allant dans le sens d'un resserrement et le pourcentage pondéré de celles qui inclinent vers un assouplissement) a atteint un sommet de 50% au troisième trimestre de cette année.

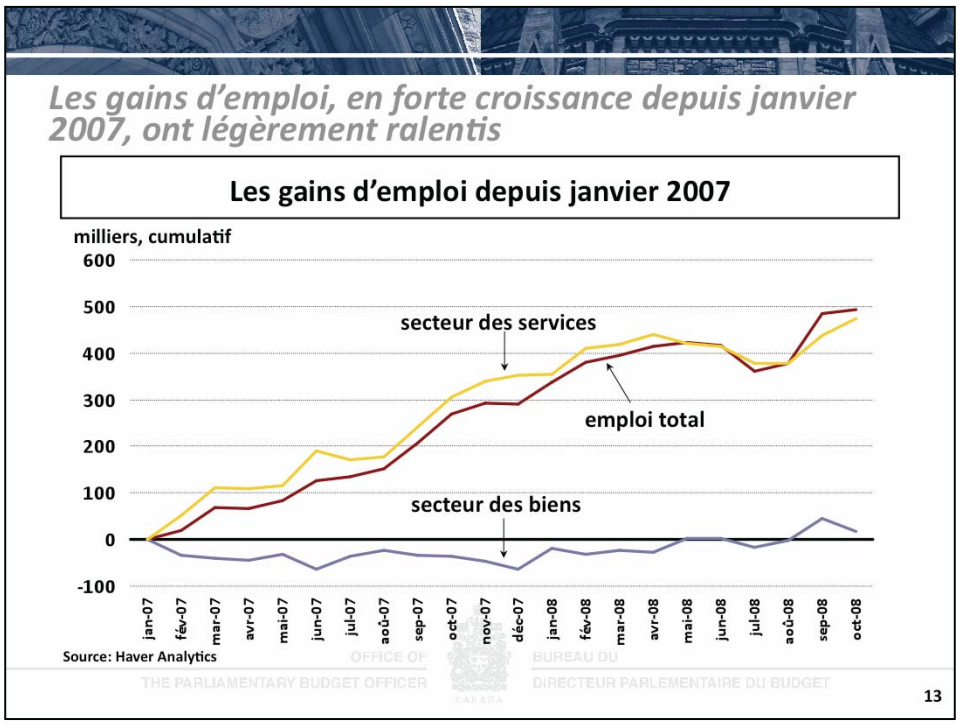
À cause des conditions de crédit plus strictes, la croissance du crédit aux entreprises a légèrement reculé sous la moyenne historique tandis que la croissance du crédit des ménages a ralenti ces derniers mois.

La croissance du crédit des ménages demeure plus vigoureuse au Canada qu'aux États-Unis et le bilan des ménages est encore beaucoup plus sain. D'après les comptes du bilan national les plus récents (2008T2), l'avoir net des ménages canadiens par rapport au revenu disponible était de 23 % supérieur à celui des Américains.



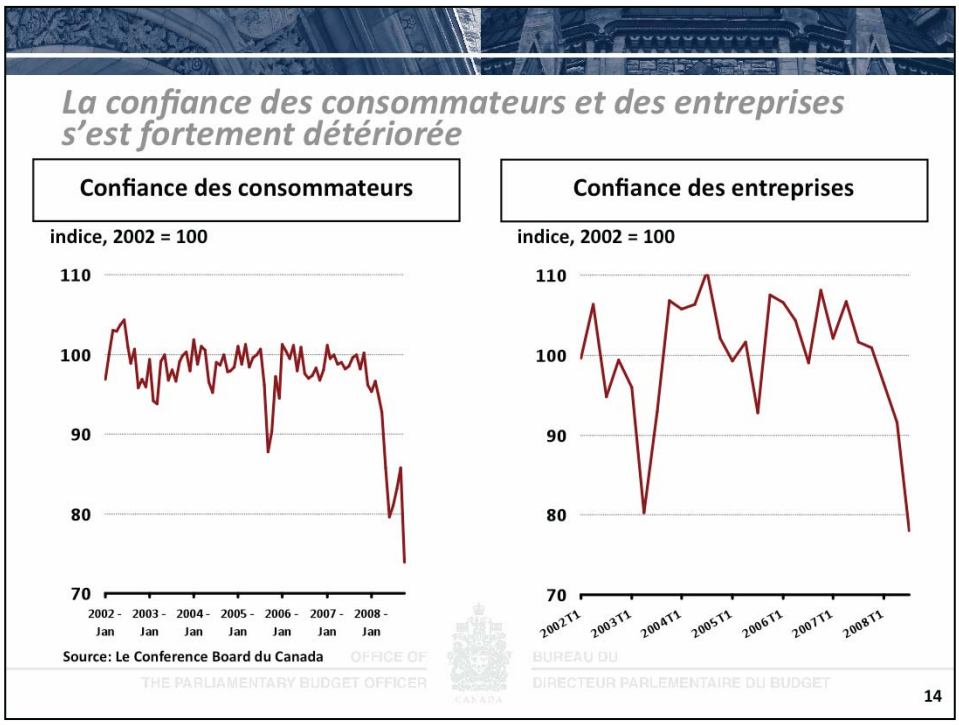
Après plusieurs années de vaches grasses dans la construction résidentielle et des hausses considérables du prix des maisons, le marché canadien du logement s'est ramolli quelque peu. Les prix des nouvelles maisons ont continué de grimper, mais plus lentement que les années précédentes, tandis que ceux des maisons existantes ont commencé à baisser en juin de cette année. Les mises en chantier de logements à une seule unité ont beaucoup diminué depuis la fin de 2007. Le récent ralentissement du marché et le fléchissement du prix du logement ont été entraînés en grande partie par le ralentissement économique dans l'Ouest canadien.

Certains craignent que le marché du logement au Canada s'effondre comme aux États-Unis. Profitant de solides facteurs économiques, contrairement aux formules innovatrices de prêts hypothécaires à risque et aux normes de crédit extrêmement souples qui ont stimulé l'essor dans le secteur de l'habitation aux États-Unis, le marché canadien a beaucoup prospéré de 2001 à 2007. Au cours de cette période, des gains importants ont été enregistrés au chapitre de l'emploi et les Canadiens, grâce à des changements favorables des termes de l'échange occasionnés en grande partie par les prix des produits de base, ainsi qu'à de modestes taux d'intérêt, ont pu jouir de revenus plus élevés. Les pratiques d'octroi de prêts et les produits hypothécaires étaient aussi plus conservateurs au Canada qu'aux États-Unis. La vigueur du marché canadien du logement depuis 2001 s'expliquait aussi par la relance de cette industrie, après un refoulement de la demande dans les années 1990.



La croissance de l'emploi a été vigoureuse tout au long de 2007. Cette année-là, 30 000 nouveaux emplois étaient créés en moyenne chaque mois. Cela s'est poursuivi jusqu'en avril de cette année, après quoi le rythme de création de nouveaux emplois a baissé à environ 13 000 en moyenne par mois. Les nouveaux emplois créés depuis avril étaient surtout à temps partiel (le bilan net de l'emploi fait état de la création de 84 000 emplois à temps partiel et de la perte de 5 000 emplois à temps plein).

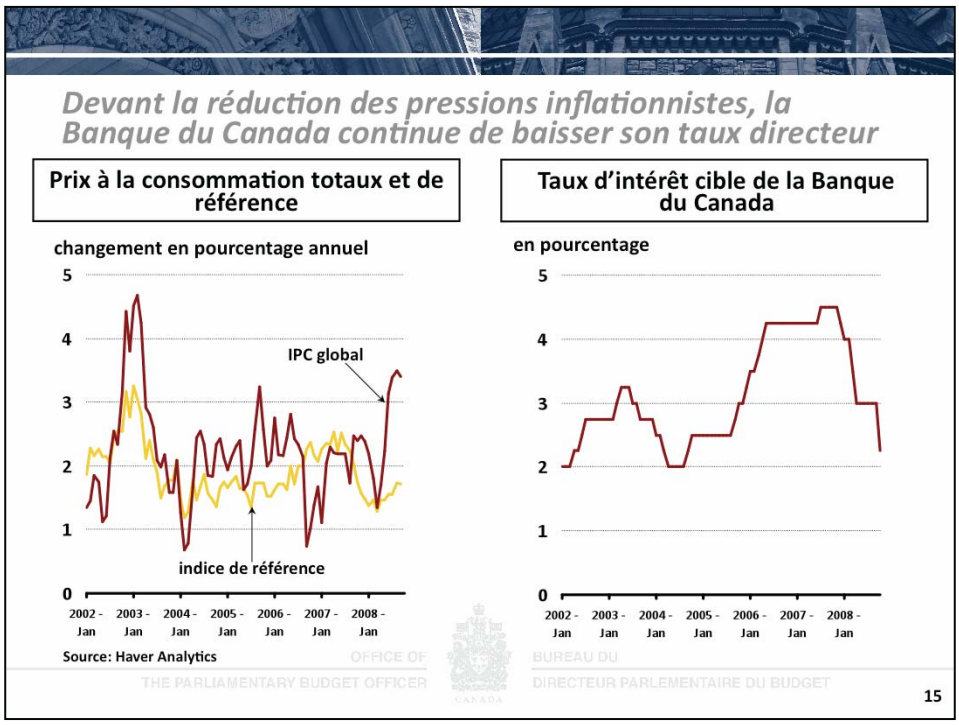
Depuis 2007, le secteur des services a été le seul bénéficiaire de la croissance de l'emploi, celui des biens, en particulier le secteur manufacturier, ayant eu du mal à composer avec la faible demande américaine, la vigueur du dollar canadien et le resserrement des conditions de crédit au Canada.



Selon le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs a chuté à son niveau le plus bas en 26 ans, soit depuis le troisième trimestre de 1982, lorsque l'économie canadienne était plongée dans une profonde récession.

La confiance vacillante des consommateurs augure mal sur le plan de la consommation ménagère, principalement pour les achats à crédit de maisons et de biens de consommation durables.

Les indices de confiance des entreprises ont aussi plongé. Dans ce contexte économique incertain où on a resserré les conditions de crédit, les entreprises pourraient être tentées de remettre à plus tard l'investissement de nouveaux capitaux et le recrutement de nouveaux employés.

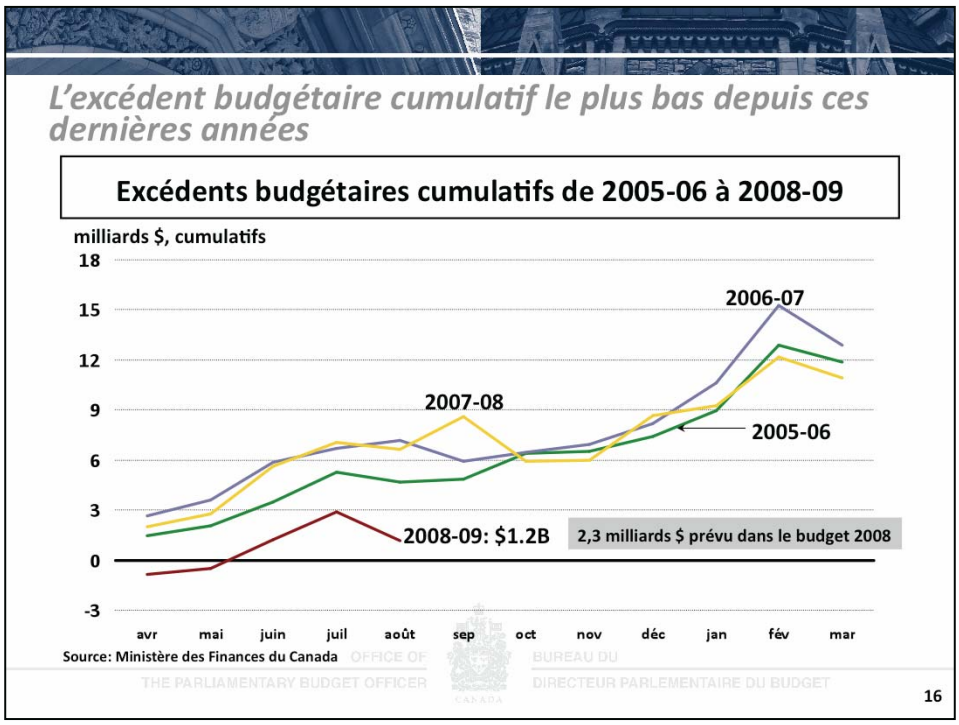


En août 2008, l'explosion des prix de l'énergie et des aliments survenue en début d'année avait fait grimper à 3,5 % le taux d'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC), soit bien au-delà de la fourchette cible de 1 à 3 % établie par la Banque du Canada.

Si la Banque du Canada exprime ses objectifs en matière d'inflation (2 %) au moyen de l'IPC global, elle recourt à l'indice de référence (qui exclut les prix des huit composantes les plus volatiles de l'IPC ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects) pour la guider dans la conduite de la politique monétaire, parce qu'il fournit une meilleure indication de l'inflation tendancielle.

La Banque du Canada et plusieurs autres banques centrales dans le monde ont adopté de vigoureuses mesures d'assouplissement. La première a réduit son taux directeur, de 4,5 % qu'il était en novembre 2007 à 2,25 % en novembre 2008. Elle a aussi fait observer, dans un récent communiqué, qu'il « faudra probablement encore augmenter le degré de détente monétaire afin d'atteindre la cible d'inflation (2 %) à moyen terme ».

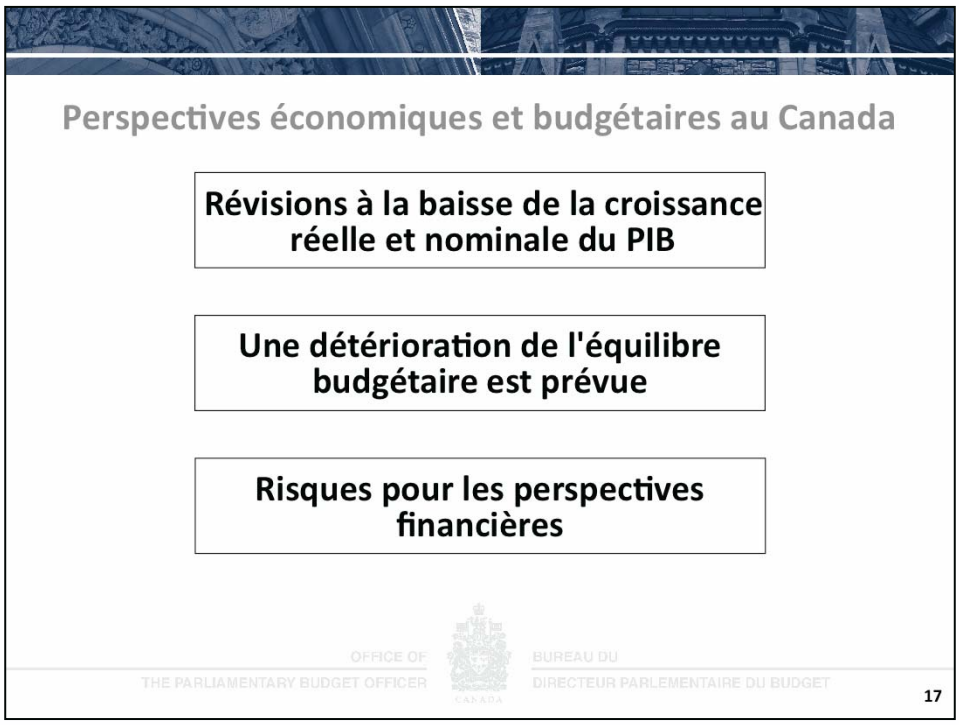
En plus de réduire considérablement son taux directeur, la Banque du Canda, conformément au récent plan d'action du G-7 a pris des mesures extraordinaires afin d'injecter des liquidités dans le système financier canadien.



Le solde budgétaire des cinq premiers mois de l'exercice s'est établi au niveau le plus bas depuis les dernières années. C'est ce que révèle l'information fournie par le ministère des Finances dans La revue financière mensuelle.

En août, l'excédent budgétaire cumulatif était de 1,2 milliard de dollars, en baisse par rapport aux 6,6 milliards de dollars enregistrés l'année précédente. L'excédent pour l'ensemble de l'exercice 2008-2009 prévu dans le budget était de 2,3 milliards de dollars.

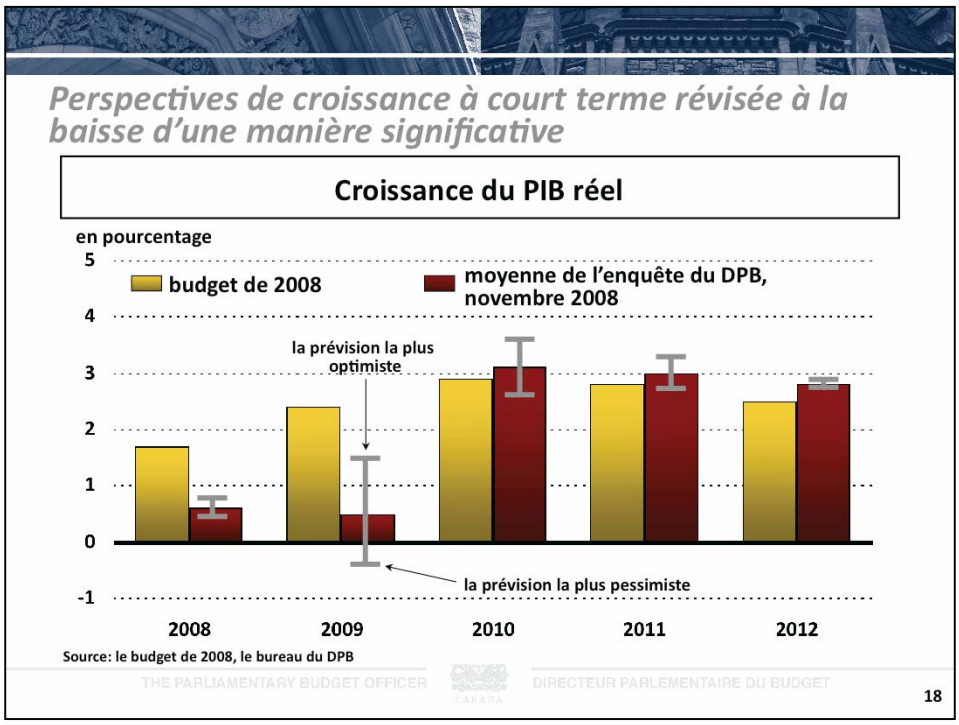
Ce faible rendement financier n'est sans doute pas attribuable, cependant, aux piètres conditions économiques, puisque le PIB nominal est plus élevé qu'on ne l'avait prévu dans le Budget 2008. Les recettes fiscales du fédéral sont en baisse de 353 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, ce qui témoigne des récentes mesures politiques prises par le gouvernement canadien, telles que les dernières réductions de la TPS et des impôts des sociétés.



Le FMI l'a bien indiqué : l'usage explicite d'une vaste gamme de prévisions macroéconomiques issues du secteur privé représente un atout majeur dans la préparation des prévisions budgétaires. Les perspectives économiques exposées dans la présente partie et qui serviront à l'établissement des projections financières sont tirées d'un sondage réalisé par le bureau du DPB auprès d'un groupe de prévisionnistes, en date du 10 novembre, parmi lesquels figuraient la Banque Scotia, BMO Marchés des capitaux, TD Economics, la Banque Royale, CIBC World Markets, le Conference Board du Canada, Desjardins, Global Insight, l'Université de Toronto – PEAP, Centre for Spatial Economics et Merrill Lynch.

Les prévisionnistes du secteur privé ont réduit de façon marquée leurs prévisions en ce qui concerne la croissance à court terme du PIB réel et du PIB nominal, par rapport aux perspectives économiques présentées dans le Budget 2008. En raison de la faible croissance et des pressions inflationnistes à la baisse, ils ont aussi diminué leurs prévisions concernant les taux d'intérêt. Des perspectives économiques s'appuyant sur la moyenne des prévisions du secteur privé offrent un fondement raisonnable pour la planification budgétaire, mais les risques à la baisse sont prépondérants.

Si on observait le statu quo sur le plan budgétaire, les perspectives économiques pessimistes se traduiraient par une détérioration de la situation budgétaire du fédéral, qui pourrait entraver la capacité du gouvernement d'atteindre ses objectifs financiers.

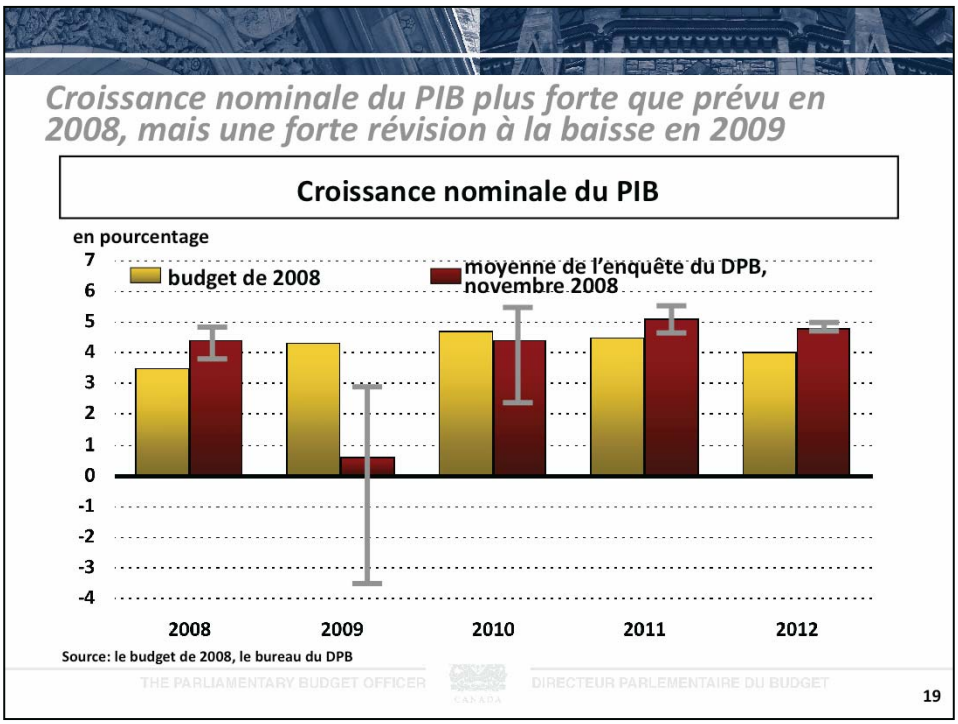


Vu le ralentissement économique à l'échelle mondiale, les conditions de crédit plus strictes au pays, la détérioration de la confiance et la diminution de la richesse, les prévisionnistes du secteur privé ont revu à la baisse, et de façon marquée, leurs perspectives de croissance du PIB réel au Canada (ajusté en fonction de l'inflation).

Ils prévoient maintenant une croissance de 0,6 % en 2008 et de 0,5 % en 2009 du PIB réel, ce qui est nettement inférieur aux taux de 1,7 % et 2,4 % respectivement projetés au moment de la présentation du Budget 2008. La révision à la baisse de la croissance en 2008 tient en partie à la croissance trimestrielle plus faible que prévu jusqu'à maintenant, mais selon les prévisions fournies par le secteur privé, la croissance du PIB réel, mesurée à chaque trimestre, demeura inférieure à la croissance tendancielle pendant le dernier trimestre de l'année en cours et le premier trimestre de l'année suivante, avant de rebondir au-delà de 2 % d'ici la fin de 2009.

Les prévisions de croissance du PIB réel pendant la période de 2010 à 2012 ont été relevées légèrement par rapport à celles qui avaient été faites au moment du budget, atteignant en moyenne 3 % contre 2,7 % dans le Budget 2008. C'est donc dire que l'économie ne se sera remise que partiellement des récentes perturbations économiques et financières.

Les prévisions de croissance varient énormément, jusqu'à 1,8 point de pourcentage, pour l'année 2009, ce qui dénote les différents points de vue qui existent concernant les perspectives économiques à court terme. Pour les années suivantes, la fourchette de prévisions est beaucoup moins grande, atteignant une moyenne de 0,4 point de pourcentage.

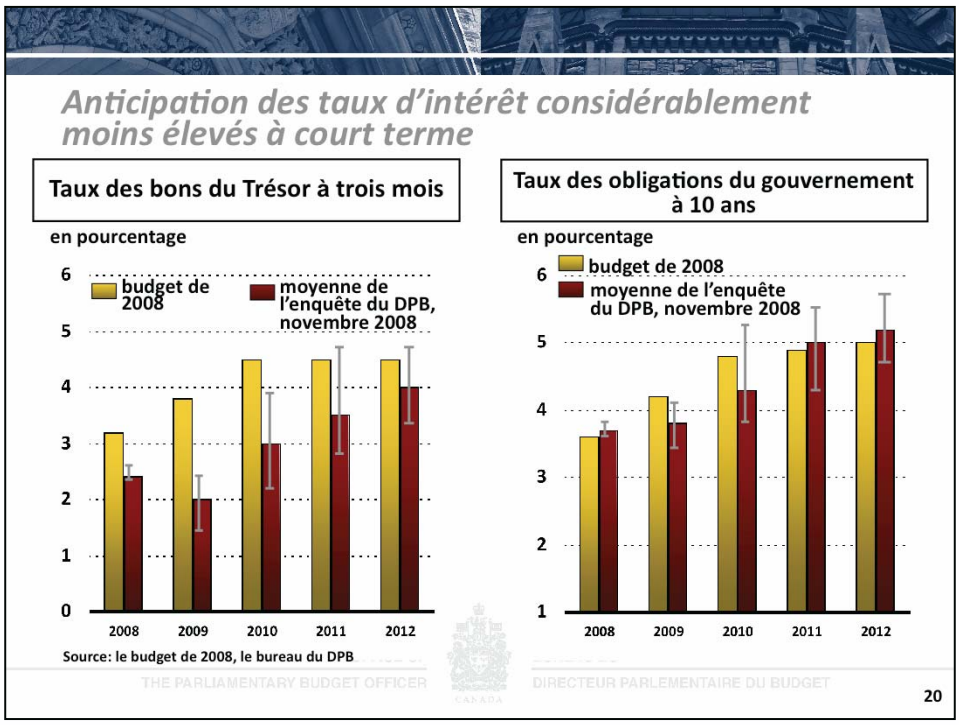


La croissance du PIB réel est largement utilisée pour évaluer la tenue de l'économie, mais, d'un point de vue budgétaire, il vaut mieux recourir à la croissance du PIB nominal (PIB en prix courants) pour se faire une idée de la progression de l'assiette fiscale du gouvernement. La composition du PIB nominal est également d'une importance cruciale sur le plan des revenus du gouvernement, du fait que les différentes composantes de revenus et de dépenses du PIB sont imposées à divers taux.

Les prévisionnistes du secteur privé ont considérablement révisé à la hausse leurs prévisions concernant l'inflation du PIB (c.à.d. la hausse en pourcentage du prix des biens et services produits au Canada), misant sur une augmentation de 1,8 à 3,8 % attribuable à une progression des cours des produits de base plus forte que prévu au cours du premier semestre de 2008. Ces prévisions cadrent avec une prolongation de l'atonie récente des cours des produits de base, ce qui fera considérablement baisser l'inflation du PIB en 2009, soit à 0,2 %, ce qui est bien inférieur aux attentes exprimées au moment du Budget de 2008 (ce taux était alors de 1,9 %).

Par conséquent, malgré des révisions à la baisse du taux de croissance du PIB réel en 2008, les perspectives de croissance du PIB nominal ont été révisées à la hausse pour passer de 3,5 à 4,4 %. En 2009, la croissance nominale a été révisé à la baisse pour s'établir à 0,5 % par rapport aux 4,3 % attendus au moment du Budget, ce qui reflète les révisions à la baisse du taux de croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB. Les prévisions moyennes de croissance du PIB nominal affichent toutefois une large fourchette pour 2009 (de 6,5 points de pourcentage), reflétant principalement des observations aberrantes dans le cadre des prévisions de l'inflation du PIB (qui varient entre - 3,3 % et + 1,4 %). La croissance du PIB nominal devrait être en moyenne de 4,8 % sur la période de 2010 à 2012.

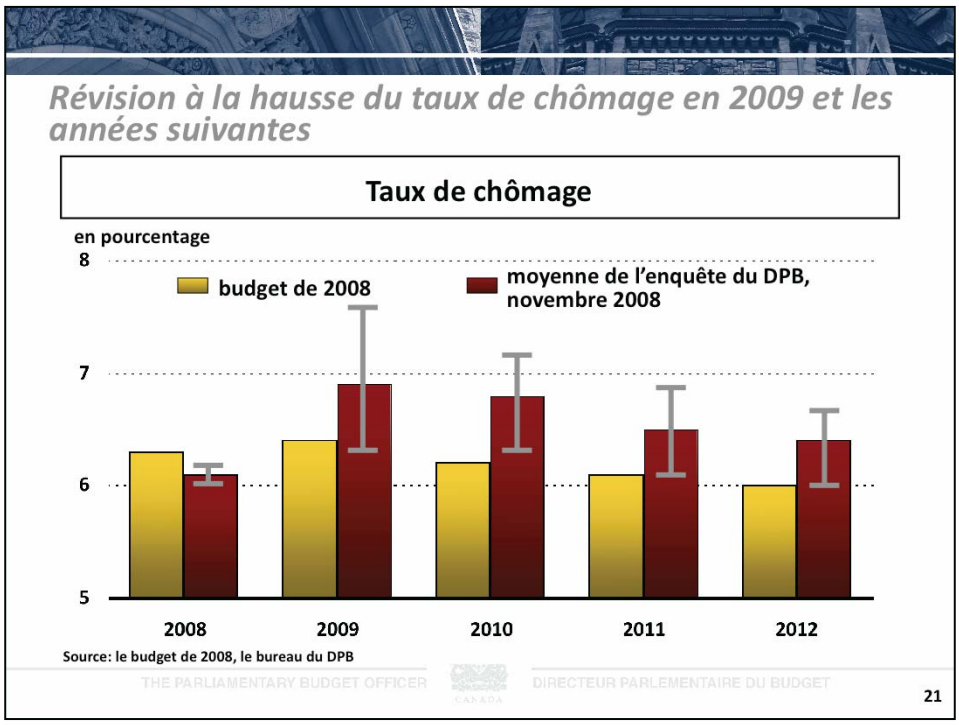
Compte tenu du profil de croissance du PIB nominal révélé par les prévisions reposant sur la moyenne de l'étude, le niveau du PIB nominal devrait désormais augmenter de 13 milliards de dollars en 2008 puis tomber de 45 milliards de dollars en moyenne chaque année après.



Les taux d'intérêt à court et à long termes se répercutent directement sur l'équilibre budgétaire du gouvernement par l'incidence qu'ils ont sur les frais de la dette publique, à savoir les intérêts que le gouvernement verse sur la dette publique.

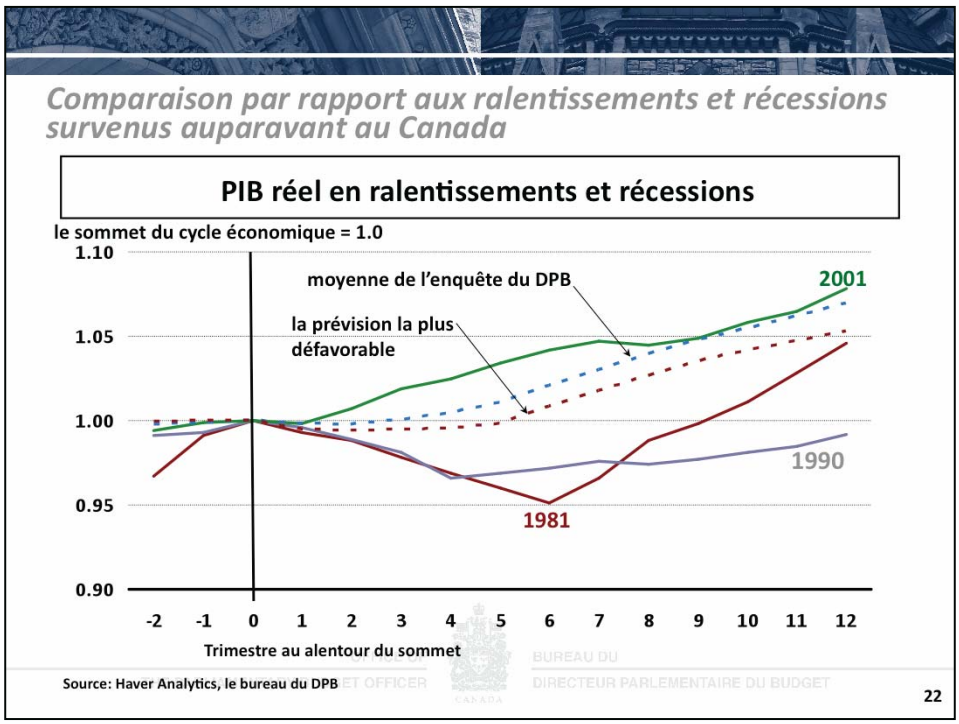
Par rapport aux attentes exprimées au moment du Budget 2008, le secteur privé a considérablement révisé à la baisse ses prévisions d'évolution des taux d'intérêt jusqu'en 2010 compris, en raison du très net assouplissement monétaire effectué jusqu'ici et de la nouvelle détente anticipée que la Banque du Canada a annoncée dans son récent communiqué sur les taux d'intérêt. Les taux à court terme devraient s'établir en moyenne à 2,0 % en 2009 et à 3,0 % en 2010, et être donc bien inférieurs à ce qui était prévu au moment du Budget. Ces taux devraient ensuite remonter graduellement pour atteindre 4,0 % d'ici 2012, ce qui est inférieur aux niveaux indiqués dans le budget pour la période. La fourchette des prévisions couvre en moyenne 150 points de base sur la période de 2009 à 2012.

À l'instar des taux à court terme, les taux d'intérêt à long terme s'appliquant à la dette publique ont été révisés à la baisse, soit à 3,8 % pour 2009 et à 4,3 % pour 2010, ce qui est inférieur d'environ 50 points de base en moyenne aux prévisions énoncées au moment du dépôt du Budget 2008.



Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que le ralentissement de l'économie aggrave notablement le taux de chômage, qui devrait passer de 6,1 %, son taux actuel, à 6,9 % en moyenne en 2009 et à 6,8 % en 2010, soit environ un demi-point de pourcentage de plus que ce qu'ils prévoyaient au moment du Budget 2008. Les prévisions s'étalent sur une fourchette considérable pour la période, soit de 1,3 point de pourcentage en 2009 et de 0,9 point de pourcentage en 2010.

Le taux de chômage devrait ensuite reculer graduellement à mesure que l'économie se redressera, même si on s'attend à ce qu'il demeure bien supérieur aux niveaux prévus dans le Budget de 2008 pour 2011 et 2012.



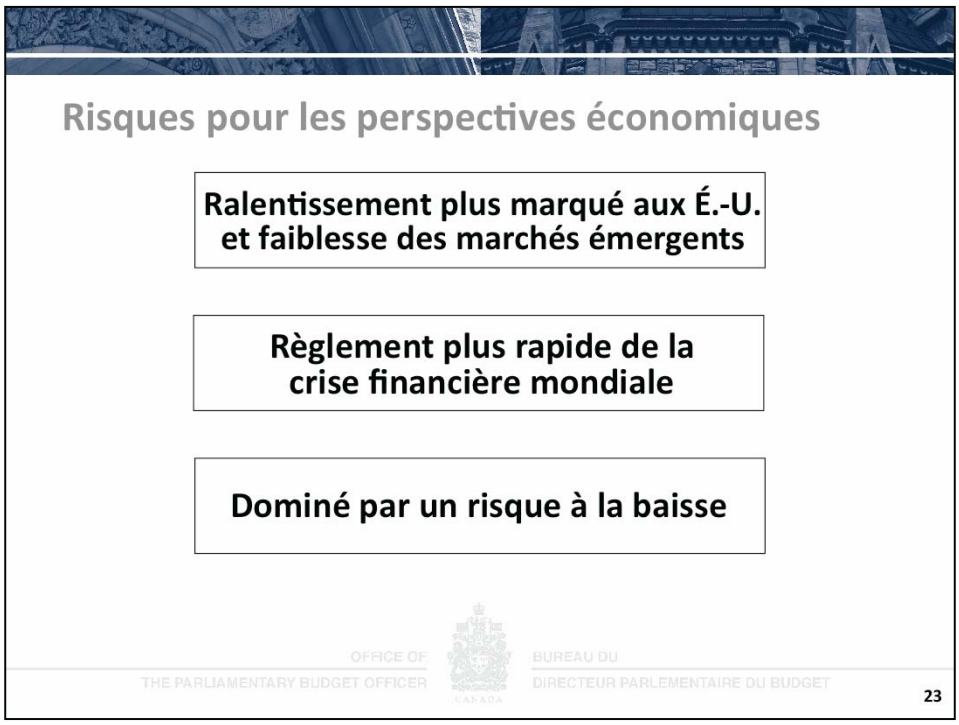
Ce graphique place les perspectives économiques actuelles dans leur contexte historique.*

Le Canada a connu deux grandes récessions au début des années 1980 et 1990. Même si le Canada n'en a pas connu d'autres depuis, en 2001 il y a eu une récession aux États-Unis qui a coïncidé avec un ralentissement économique distinct au Canada. Globalement, la récession des années 1980 a été caractérisée par un très net recul de la production puis par un vif redressement. La récession de 1990, quant à elle, s'est caractérisée par une atonie de l'économie plus prolongée.

Que révèle l'étude du DPB par rapport aux ralentissements et récessions passés? Si l'on en croit le scénario reposant sur la moyenne de l'enquête, les perspectives de croissance du PIB réel rappellent le ralentissement économique que le Canada a connu en 2001. Selon les prévisions fondées sur le scénario le plus pessimiste, le ralentissement serait légèrement plus long. Toutefois, dans les deux scénarios, les ralentissements seront beaucoup moins marqués que ceux qu'ont connus les Canadiens au début des années 1980 et 1990.

---

* Dans ce graphique, les données sont normalisées de sorte que le PIB s'établit à 1,0 au sommet conjoncturel des cycles économiques respectifs. Il est ainsi possible de comparer les évolutions entre les épisodes, étant donné que ces données sont relatives par rapport à un point de référence commun.

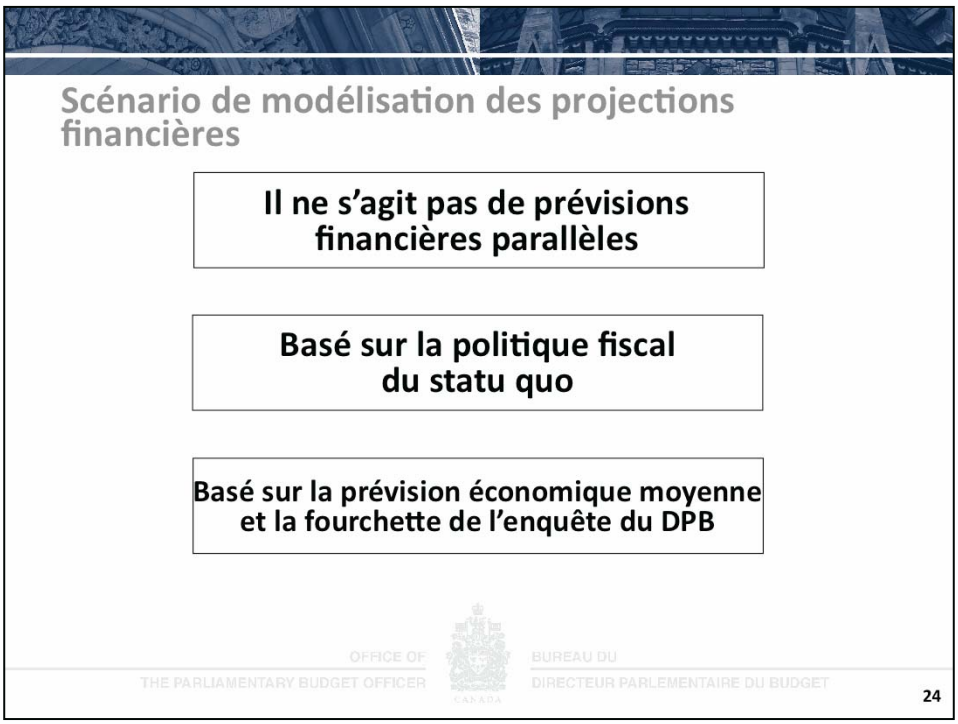


Les perspectives économiques misant sur la moyenne des prévisions du secteur privé constituent une base raisonnable de planification budgétaire. Cela dit, les perspectives de l'économie canadienne sont très incertaines et dépendent de façon cruciale de l'évolution de l'économie mondiale et des marchés financiers mondiaux.

D'après la moyenne des prévisions du secteur privé, les principaux risques pour l'économie sont externes; il s'agit, notamment, de l'éventualité d'une récession plus grave aux États-Unis et de la persistance de la faiblesse des économies de marché émergentes. Combinés, ces facteurs pourraient réduire encore plus la demande d'exportations canadiennes et déprimer les cours des produits de base, ce qui se traduira à la fois par une inflation du PIB et par une croissance du PIB réel plus faibles au Canada par rapport aux perspectives établies à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé dans l'enquête du DPB.

Il se peut toutefois que les choses s'améliorent en raison, entre autres, d'une résolution plus rapide et plus harmonieuse de la crise financière internationale, ce qui contribuerait à améliorer la confiance des consommateurs et des entreprises et à ranimer les marchés boursiers.

Tout bien considéré, malgré les révisions à la baisse apportées aux perspectives économiques depuis le Budget 2008, il semblerait que les forces à l'œuvre soient plus négatives que positives.



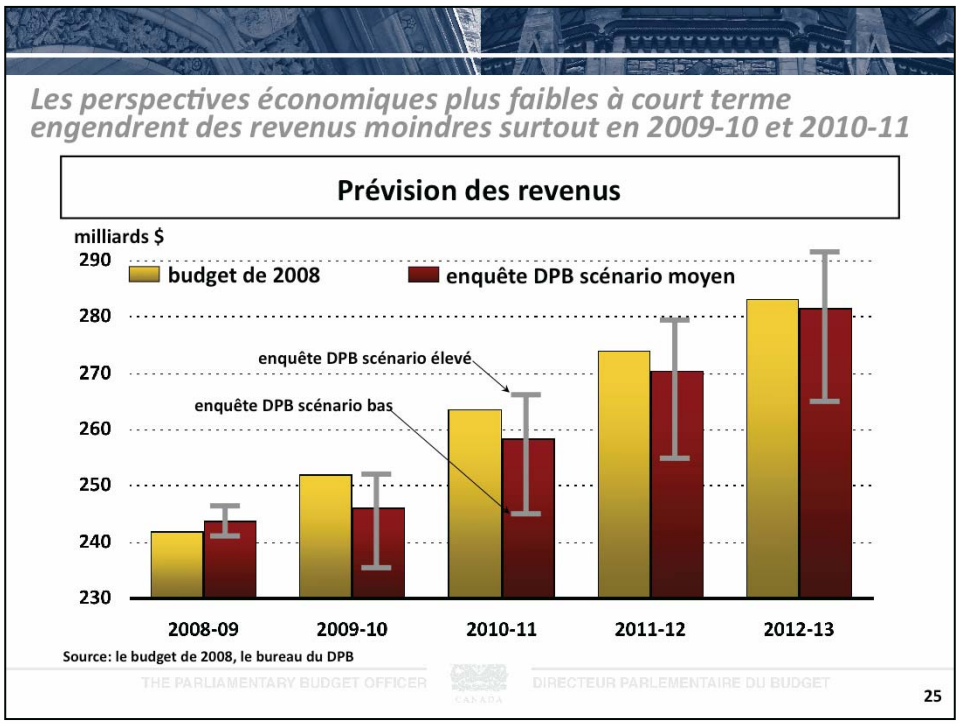
Pour évaluer l'incidence de cette dégradation des perspectives économiques sur les finances publiques, le DPB a construit un scénario de projections financières fondé sur l'enquête qu'il a menée de la moyenne des prévisions économiques mises à la disposition du public. Par ailleurs, les prévisions les plus pessimistes et les plus optimistes de l'étude servent à des fins d'illustration, ce qui facilitera l'évaluation de l'incidence éventuelle sur le plan financier des forces tant positives que négatives pour ces perspectives économiques.

Le DPB ne présente pas d'autres prévisions (résultats les plus probables) sur la position financière du gouvernement du Canada. Il a choisi plutôt de construire un scénario de projections financières (un résultat possible) misant sur un modèle économique et financier détaillé permettant de quantifier l'incidence éventuelle sur les finances du gouvernement du Canada. Cela suppose que le cadre de politique financière n'a pas changé depuis le Budget 2008, bien que l'on prenne pour point de départ des données qui tiennent compte de la conjoncture récente et des résultats financiers depuis le début de l'exercice. Trois scénarios sont envisagés à partir des prévisions économiques provenant : 1) de la moyenne de l'enquête du DBP, 2) des prévisions les plus pessimistes de l'enquête du DPB et 3) des prévisions les plus optimistes de l'enquête du DPB.*

Lorsque l'on établit des projections financières détaillées, il faut d'autres hypothèses pour prévoir les assiettes fiscales individuelles. Le DPB utilise des hypothèses relativement neutres concernant les composantes revenus et dépenses du PIB et a tenté d'harmoniser les taux d'imposition effectifs des particuliers et des sociétés et les impôts indirects avec ceux du Budget 2008. De plus, les dépenses de programme directes se maintiennent au niveau prévu dans le Budget 2008.

---

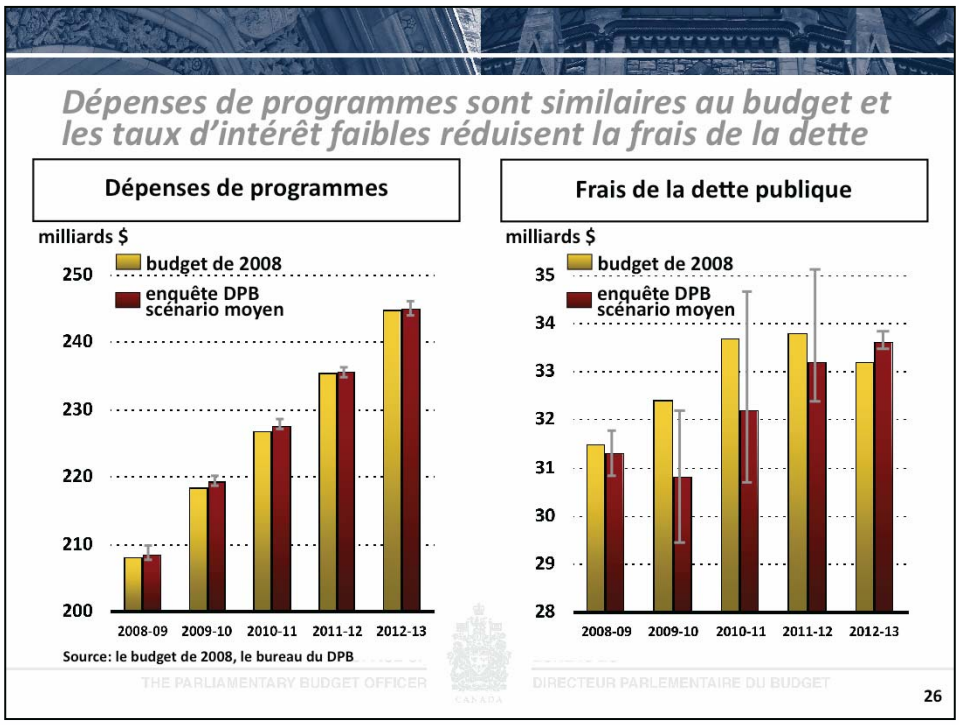
* L'enquête du DPB scénario bas utilise, pour chaque année, la prévision la plus pessimiste pour la croissance du PIB réel, l'inflation du PIB et l'inflation mesurée par l'IPC, ainsi que les taux d'intérêt à court et à long termes et le plus haut taux de chômage prévu. L'enquête du DPB scénario élevé utilise, pour chaque année, la prévision la plus optimiste pour la croissance du PIB réel, l'inflation du PIB et l'inflation mesurée par l'IPC, ainsi que les taux d'intérêt à court et à long termes et le plus bas taux de chômage prévu.



Selon la prévision de PIB nominal pour l'année dans l'enquête du DPB scénario moyen, les revenus du gouvernement pourraient être en fait plus importants en 2008-09 que prévu. Ces prévisions ne tiennent toutefois pas compte de la possibilité que les revenus issus de l'impôt sur le revenu des particuliers soient plus faibles en raison de gains/pertes de capital ni qu'il y ait des ajustements en fin d'exercice négatifs, surtout pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des sociétés, qui pourraient faire baisser les revenus. Après l'exercice en cours, les revenus seront plus faibles, soit de 5,9 milliards de dollars en 2009-10, mais se rapprocheront des prévisions du Budget 2008 d'ici 2012-13 (en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport au budget – moins de 1 % de l'ensemble des revenus).

Selon l'enquête du DPB scenario bas, les revenus seraient considérablement plus faibles, reculant en 2009-10 avant de se redresser beaucoup plus lentement.

Nous avons supposé que le gouvernement comptabilisera les revenus provenant de la vente aux enchères du spectre réservé aux services sans fil sur une période 10 ans, comme l'exigent ses pratiques comptables actuelles. Il obtiendra ainsi 425 millions de dollars de plus par année. Nous n'avons toutefois pas tenu compte des profits estimatifs réalisés grâce à l'achat de prêts hypothécaires résidentiels assurés auprès d'institutions financières canadiennes dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement peut acheter jusqu'à 75 milliards de dollars de titres. Le ministre des Finances a fait savoir que ce programme permettrait de dégager un gain modeste au gouvernement.

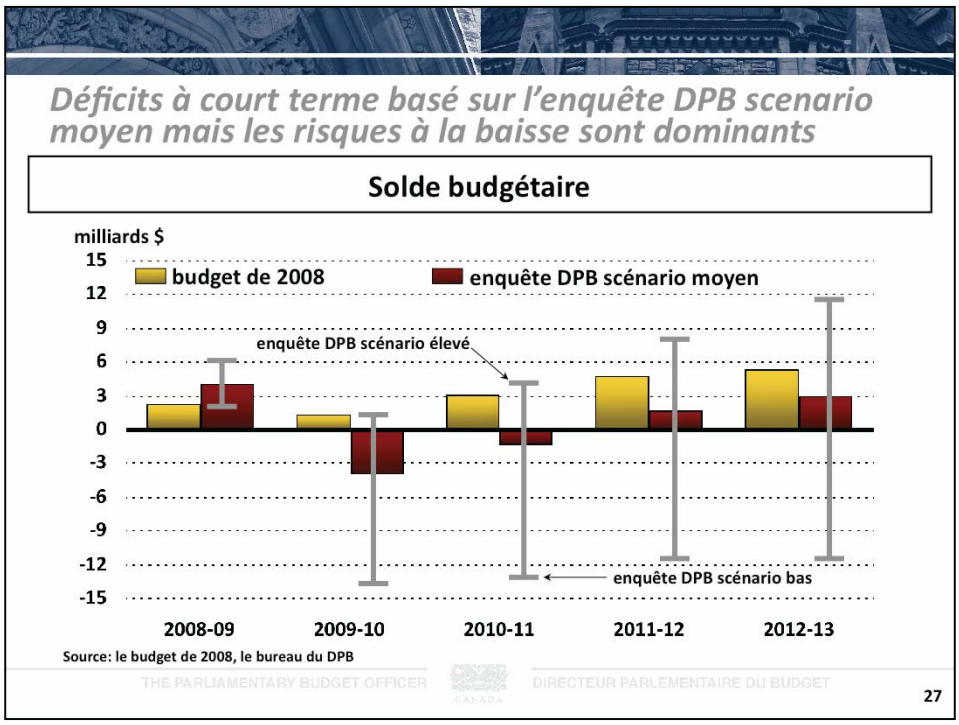


Les dépenses de programme devraient être légèrement plus fortes à court terme, selon l'enquête du DPB scénario moyen. En effet, les dépenses au titre de l'assurance-emploi (AE) seront plus élevées à court terme, de même que les transferts à d'autres ordres de gouvernement, en raison essentiellement d'un report de paiements de remplacement pour les programmes permanents moindres que prévu en 2007-08.

Lors des dernières années de la projection, ces hausses seront plus que compensées par un déclin des paiements au titre de la sécurité de vieillesse (SV) et des paiements de péréquation en raison de perspectives d'inflation plus faibles, étant donné que les paiements au titre de la SV sont indexés sur cette dernière et que les paiements de péréquation sont plafonnés selon une moyenne mobile sur trois ans du PIB nominal. Ce plafond a éliminé le risque pour l'équilibre budgétaire du gouvernement du Canada que présentait la formule adoptée dans le Budget 2007.

Dans tous les scénarios considérés, les dépenses de programme directes se maintiennent au niveau prévu dans le Budget 2008, même si elles s'établissaient à 2,2 milliards de dollars de moins que ce qui était prévu en 2007-2008 (par rapport aux prévisions du Budget 2008).

Les frais de la dette publique dans l'enquête du DPB scénario moyen devraient être plus faibles pendant le gros de la période de projection, en raison de taux d'intérêt considérablement moindres par rapport à ce que prévoyait le budget. Les frais de la dette sont plus élevés la dernière année, en raison d'une hausse des taux d'intérêt et de l'encours de la dette.

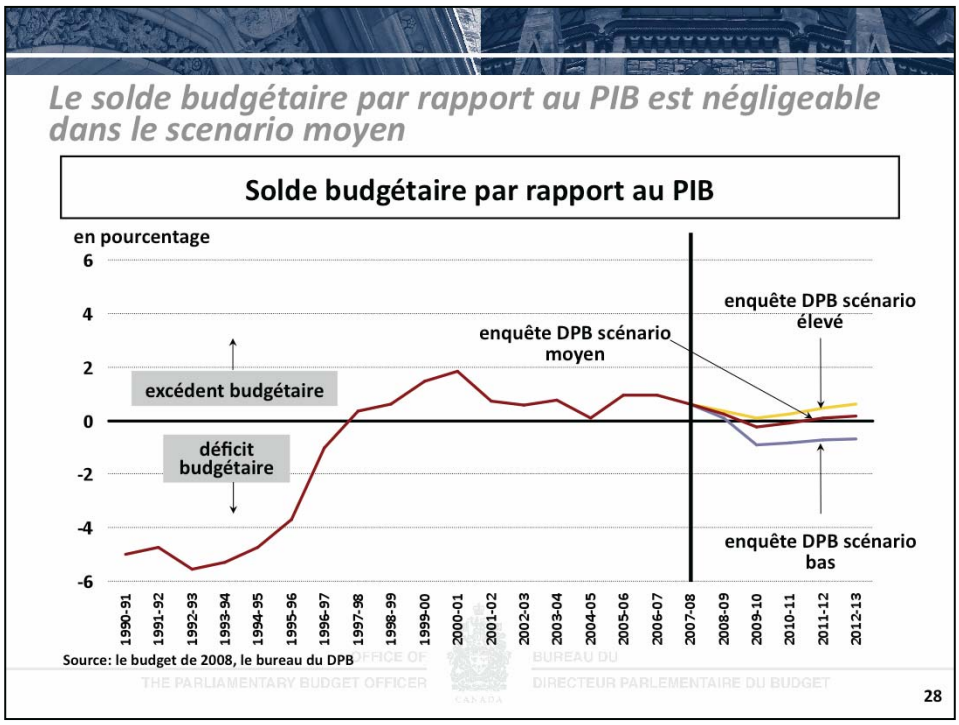


D'après les hypothèses du DPB et le scénario moyen, la détérioration des perspectives économiques se traduit par des déficits à court terme (3,9 milliards de dollars en 2009-10 et 1,4 milliard de dollars en 2010-11), suivis d'excédents modestes en 2011-12 (1,6 milliard de dollars) et 2012-13 (3,0 milliards de dollars).

Selon le scénario bas, la dégradation des perspectives économiques aboutit à des déficits budgétaires importants et persistants au gouvernement du Canada, de 2009-10 à 2012-13, en raison d'une forte diminution prévue du PIB nominal et d'une montée du chômage. Il importe de noter que le scénario bas mise sur un recul sans précédent de l'inflation du PIB et un ralentissement continu de l'économie réelle.

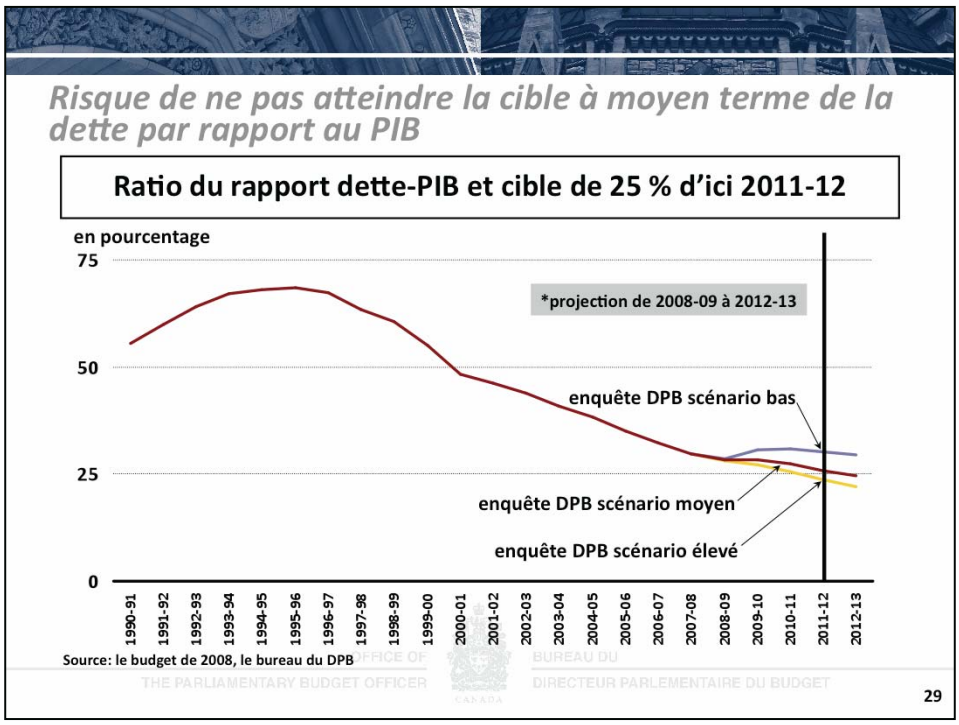
Selon le scénario élevé, le gouvernement enregistrerait un excédent en 2009-10 du même ordre que ce que prévoyait le Budget 2008 pour cette année là (1,3 milliard de dollars) et légèrement plus élevé que prévu en 2010-2011 (4,2 milliards de dollars).

Dans l'ensemble, puisque les risques économiques restent à la baisse, nous croyons que la plage inférieure des projections financières représente une fourchette de résultats plus probables.



Comparativement à la taille de l'économie, le maximum du déficit dans le scénario moyen de l'étude est négligeable à 0.2% par rapport PIB de 2009-2010. L'équilibre budgétaire cumulatif de la période de prévision (2008-09 jusqu' à 2012-13) prévoit un surplus de 3,4 milliards de dollars.

Selon le scénario bas, le ratio déficit-PIB augmente à 0,9% en 2009-2010 et en moyenne à 0,8% pour le reste de la période de projection. Ceci ne devrait pas cependant, être interprété comme un déficit structurel, puisque l'économie reste au-dessous des estimations raisonnables du PIB potentiel qui couvre la période de prévision de ce scénario.

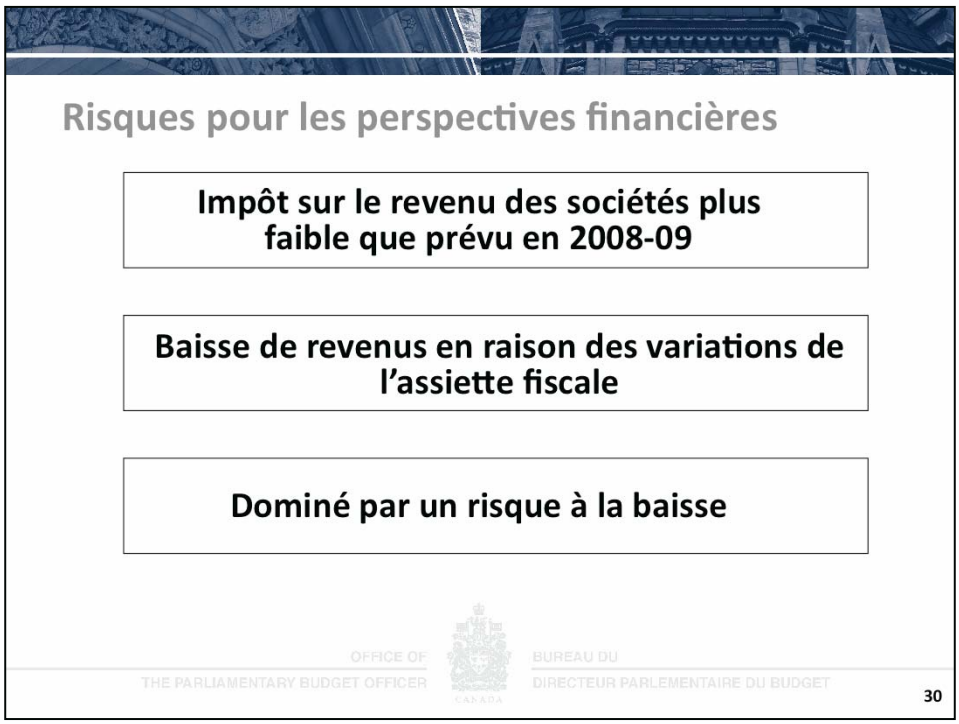


Le rapport dette-PIB du gouvernement du Canada a affiché un sommet en 1995-96, à 68 %. Depuis, ce ratio recule régulièrement en raison des excédents budgétaires spectaculaires que le gouvernement a enregistrés et de la vigoureuse croissance de l'économie. Il est actuellement d'un peu moins de 30 %.

Selon le scénario moyen, le gouvernement fédéral n'atteint pas sa cible à moyen terme en matière d'endettement de 25 % d'ici 2011-12. Cela n'a guère d'importance toutefois, étant donné que cette cible devait être atteinte une année plus tard que prévu.

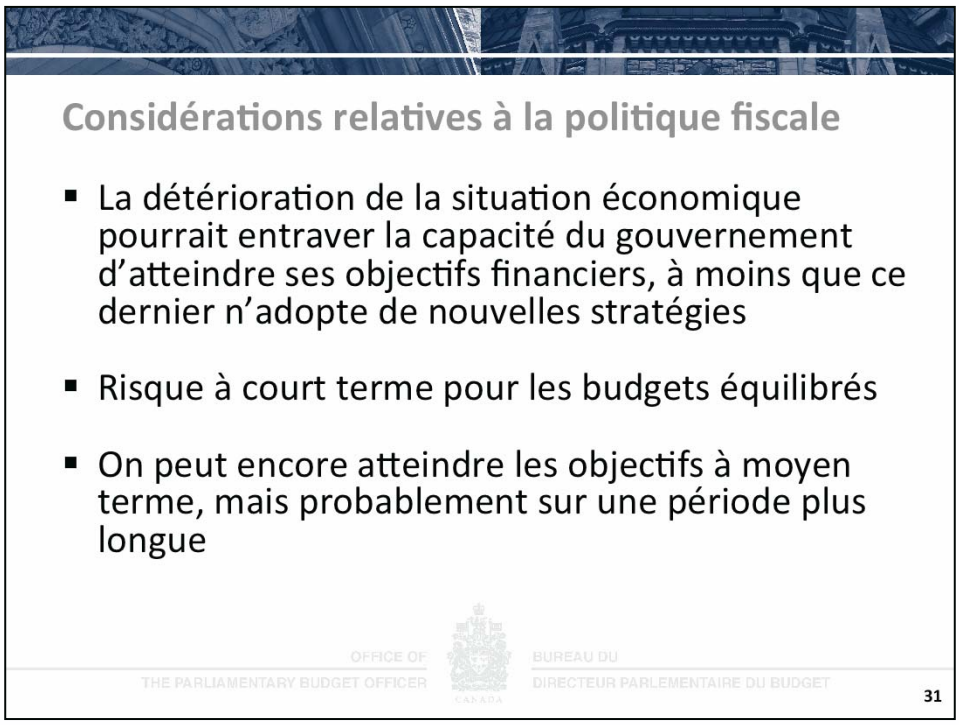
Selon le scénario bas, la cible d'endettement du gouvernement n'est pas atteinte, et le ratio dette-PIB se stabilise autour de 30 % sur l'horizon de projection.

Ce n'est que selon le scénario élevé que le gouvernement atteint sa cible à moyen terme en matière d'endettement, soit 25 % d'ici 2011-12, et un peu plus bas que 24 % l'année cible.



La possibilité d'un déficit en 2008-09 n'est pas tout à fait irréaliste, même si elle n'est pas explicitement démontrée dans les scénarios bas ou moyen. L'excédent enregistré entre le début de l'exercice et le mois d'août s'élève à 1,2 milliard de dollars. Mais il faudra encore attendre pour connaître l'incidence que les turbulences récentes sur les marchés financiers auront sur les revenus. Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des entreprises soumises à des corrections significatives lors des périodes de règlement (soit en février, mars et après la fin de l'année fiscale gouvernement). En outre, la crise financière a fait baisser les dividendes et la valeur des actions, ce qui se répercutera sur les impôts sur les gains en capital et les dividendes.

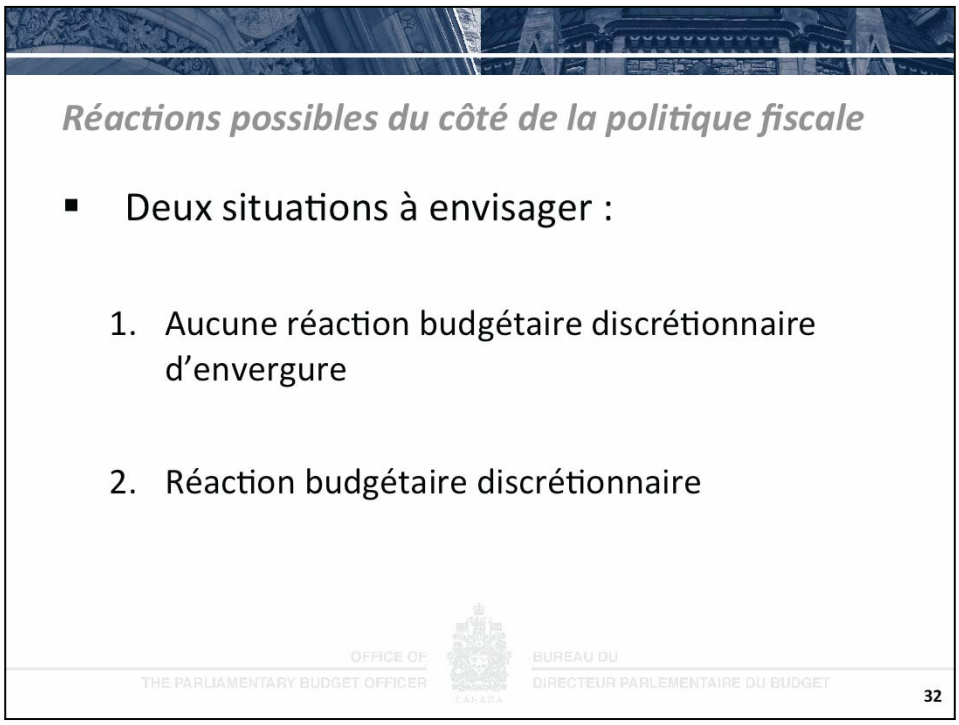
Au-delà des risques liés aux projections économiques, même si les prévisions relatives au PIB nominal se révèlent exactes, les revenus fiscaux que procureront cette mesure élargie peuvent être touchés par l'évolution de la composition du PIB nominal (salaires et traitements et profits des sociétés par rapport aux composantes non imposables comme les amortissements), de même que par des modifications de la répartition du revenu au sein des composantes de revenus imposables. Le DPB a supposé que les composantes « revenu » du PIB demeurent relativement stables en proportion du PIB nominal; toutefois, le montant du revenu imposable pourrait diminuer selon le scénario moyen, ce qui donne à penser que le budget risque d'être moins équilibré que prévu.



À court terme, l'objectif énoncé du gouvernement est d'équilibrer son budget à chaque exercice, dans le but de réduire son endettement de 3 milliards de dollars par année. Il poursuit aussi deux grands objectifs à moyen terme. Le premier est un ratio dette-PIB de 25 % à atteindre d'ici 2011-12. Le second est une progression des dépenses de programme inférieure au taux de croissance de l'économie (croissance du PIB nominal), en moyenne.

En général, le résultat des projections budgétaires suggère que la dégradation des perspectives économiques empêchera le gouvernement de rencontrer ses objectifs énoncés, soit équilibrer son budget à chaque exercice financier et réduire le ratio dette-PIB à 25% d'ici 2011-12.

Cependant, selon le scénario fondé sur la moyenne de l'enquête du DPB, on prévoit un déficit budgétaire modeste en 2009-10 et 2010-11 mais un retour à un excédent budgétaire modeste pour le reste de l'horizon de projection. Selon ce même scénario, la cible de 25% relative à l'endettement n'est pas atteinte en 2011-12 mais le sera une année plus tard, soit en 2012-13. Dans le scénario bas, elle n'est pas atteinte au cours de l'horizon de projection.

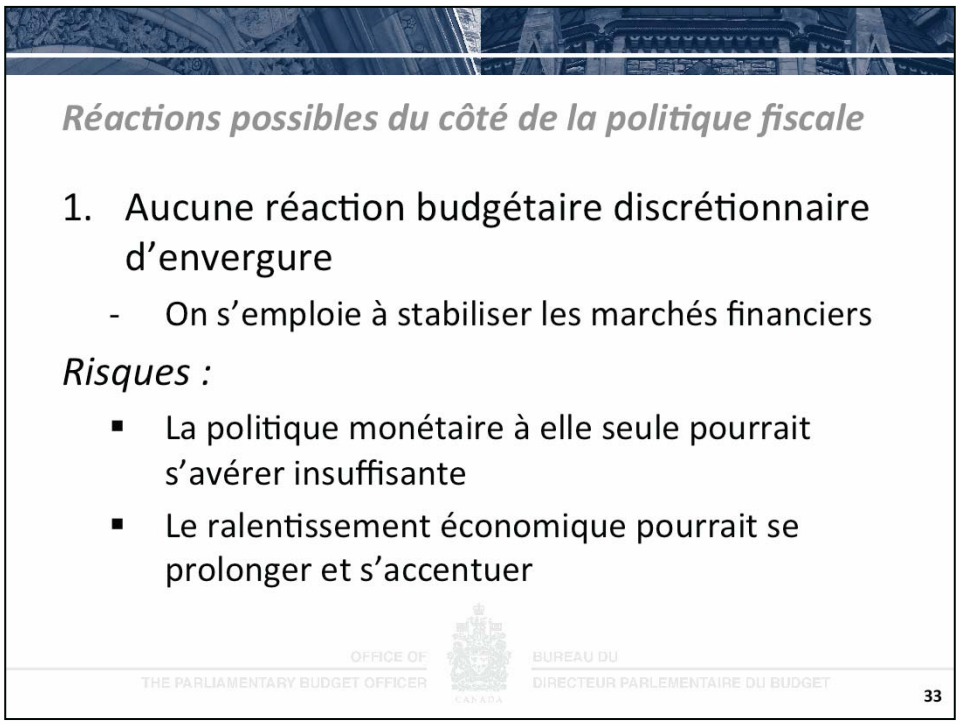


Les économistes universitaires et les décideurs s'entendent pour dire que la politique monétaire devrait jouer le principal rôle de stabilisateur. De son côté, la politique fiscale peut contribuer surtout à faire en sorte que les stabilisateurs automatiques* fonctionnent et à éviter toute réaction de politiques pro-cyclique visant à équilibrer le budget. La dernière tourmente financière et les mesures de relance budgétaire adoptées sur grande échelle dans le monde entier ont toutefois rouvert le débat sur l'usage qu'il est bon de faire des politiques financières pour stimuler l'économie en cas de récession.

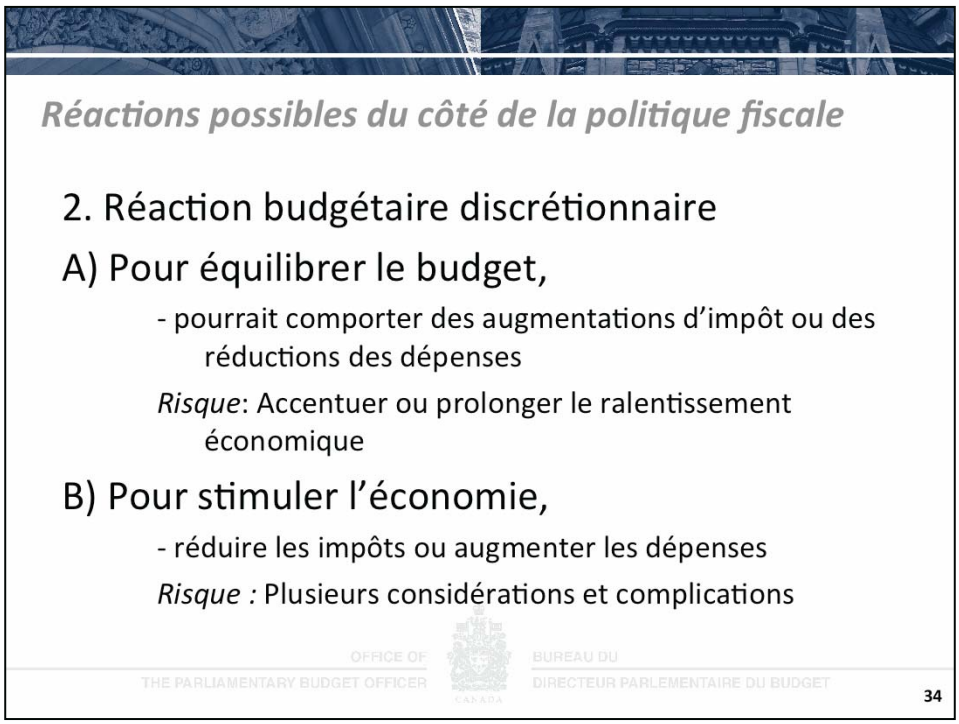
En règle générale, le gouvernement a deux choix : 1) maintenir la politique actuelle ou 2) réagir.

---

* Les stabilisateurs automatiques d'ordre financier sont les réductions de recettes fiscales et les hausses de dépenses publiques qui se produisent automatiquement lorsque le revenu tombe et que le chômage augmente.



Pour maintenir la politique actuelle, il faudrait essentiellement stabiliser les marchés financiers. Cela présente toutefois un risque : la politique monétaire ne peut à elle seule fournir suffisamment de stimulant dans la situation actuelle. On craint que de nouvelles baisses des taux d'intérêt soient moins efficaces lorsque les taux sont déjà faibles et que les marchés financiers sont particulièrement instables. Si ceci se révèle exact, l'économie pourrait ralentir fortement pendant une période importante. Bien sûr, tout geste du gouvernement ne peut à lui seul assurer une croissance soutenue à court terme, étant donné la morosité économique qui règne un peu partout dans le monde actuellement.



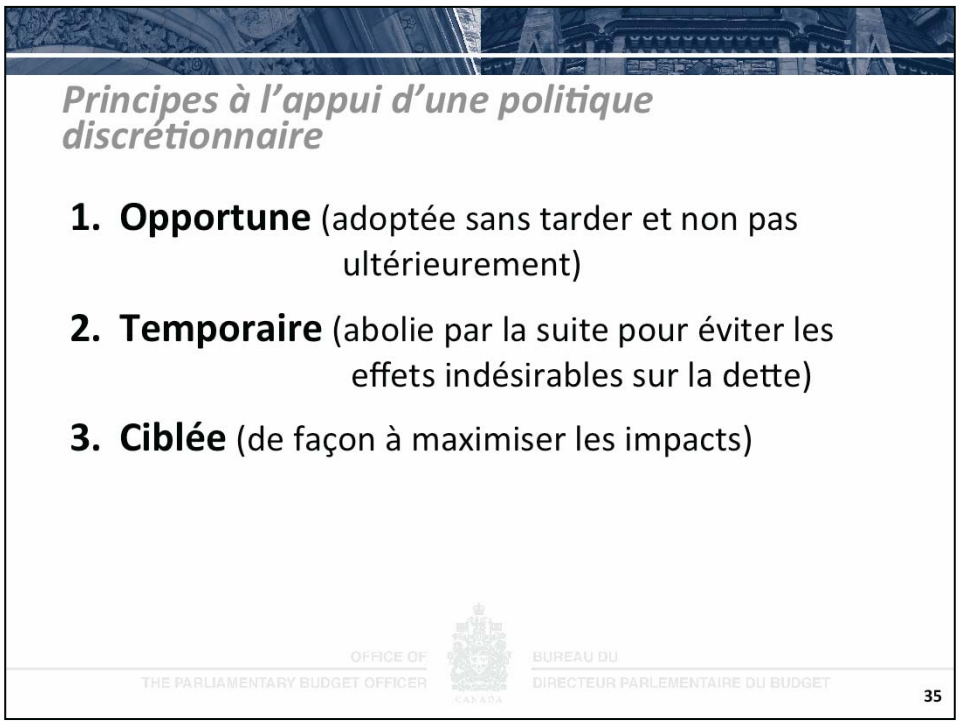
Le gouvernement pourrait également annoncer de nouvelles mesures politiques. Dans ce cas, il y a deux objectifs à distinguer.

Le premier porte sur les mesures stratégiques conçues pour équilibrer le budget et atteindre les cibles de politique budgétaire établies. Pour cela, il peut falloir prendre des mesures de contraction budgétaire pour accroître les impôts, freiner ou réduire les dépenses ou vendre les biens de l'État. Le principal risque que pose un suivi rigoureux de l'équilibre budgétaire tient au fait que des politiques financières pro-cycliques peuvent exacerber ou prolonger un ralentissement économique en alourdissant le fardeau fiscal ou en éliminant le stimulus que constituent les dépenses.

Le second objectif serait de stimuler l'économie sur le plan budgétaire. Il faudrait pour cela prendre des mesures qui sont à l'opposé d'une politique financière de resserrement, c'est à dire abaisser les impôts ou augmenter les dépenses, ce qui retarderait d'autant plus l'atteinte des cibles à moyen terme en matière d'endettement et l'abandon de la cible à court terme en matière d'équilibre budgétaire.

Les mesures de stabilisation budgétaire discrétionnaires auraient sans doute une incidence sur l'activité économique au Canada. La politique de stabilisation peut simplement décaler l'activité économique dans le temps. Dans ce cas, une plus forte production en 2009 signifie un recul de la production en 2010, toutes choses étant égales par ailleurs, étant donné qu'une consommation et un investissement planifiés se produiraient tout simplement une année plus tôt que prévu.

La politique fiscale peut également avoir des effets à plus long terme sur les activités économiques, si elle modifie les incitatifs de création d'emploi, d'épargne et d'investissement. De même, certains programmes de dépenses publiques bien ciblés peuvent augmenter la capacité productive de l'économie.



Si le gouvernement établit qu'il faut appliquer une politique fiscale discrétionnaire, il peut se servir de différents principes bien acceptés pour guider les décideurs.

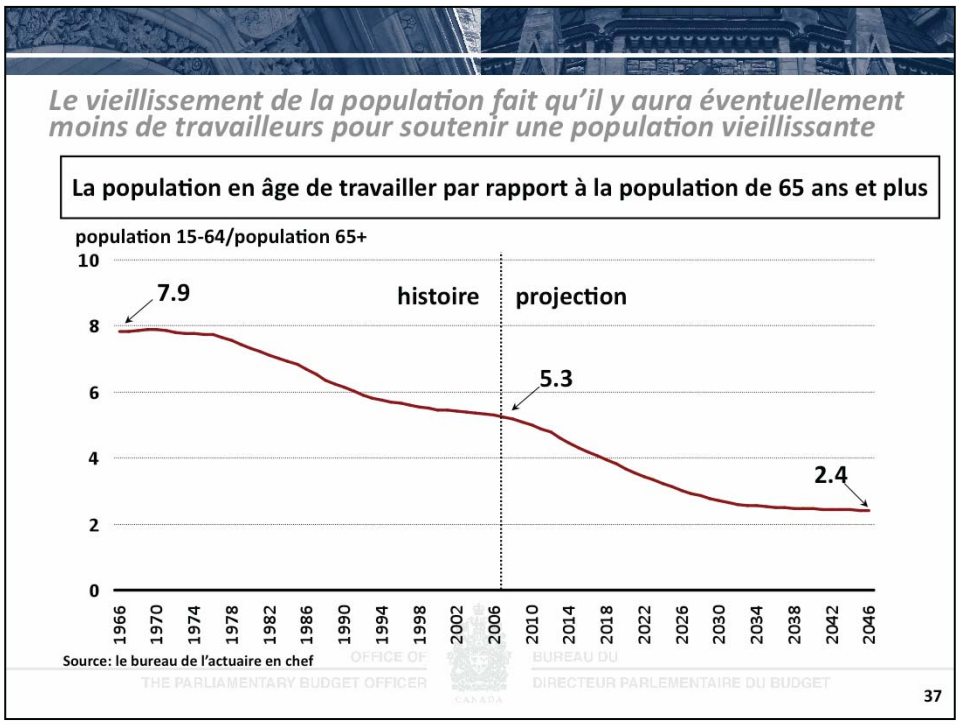
Tout d'abord, les politiques doivent être opportunes. Compte tenu des perspectives annoncées actuellement par le secteur privé, il est fort probable que la faiblesse de l'économie sera la plus marquée en 2009.

Deuxièmement, les politiques doivent être temporaires, car si la poursuite ou l'introduction de nouveaux programmes n'est ni financée ni annulée, l'augmentation de l'endettement aura tout simplement pour effet de reporter le coût financier de ces politiques sur les générations futures.

Troisièmement, les politiques devraient être ciblées, de sorte qu'elles soient efficaces et que l'on puisse tirer le maximum de leurs éventuels avantages économiques.

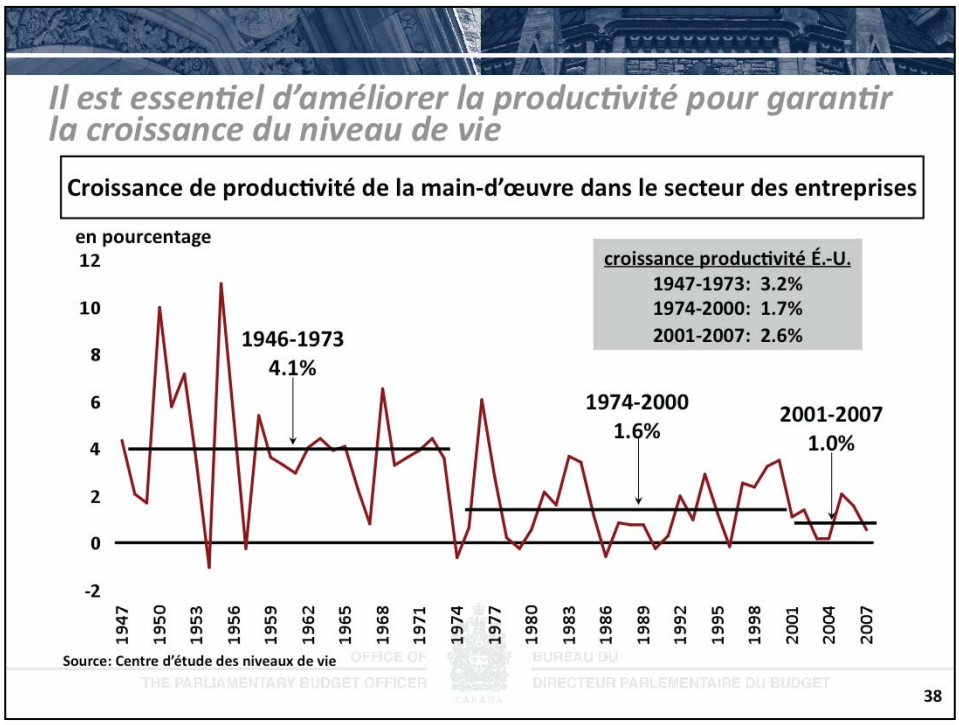
En raison des difficultés actuelles, on s'attache à juste titre aux perspectives à court terme et aux politiques pouvant être mises en œuvre pour répondre à la situation. Il est toutefois également nécessaire de ne pas perdre de vue les défis stratégiques à plus long terme qui toucheront de façon fondamentale les niveaux de vie et la qualité de vie des générations actuelles et futures.

Les principaux défis dont il est ici question sont : le vieillissement de la population; l'amélioration de la productivité; le changement climatique et la gestion des ajustements structurels constants qui sont en train de se dérouler dans l'économie canadienne – dans divers secteurs et régions – et la répartition du revenu.



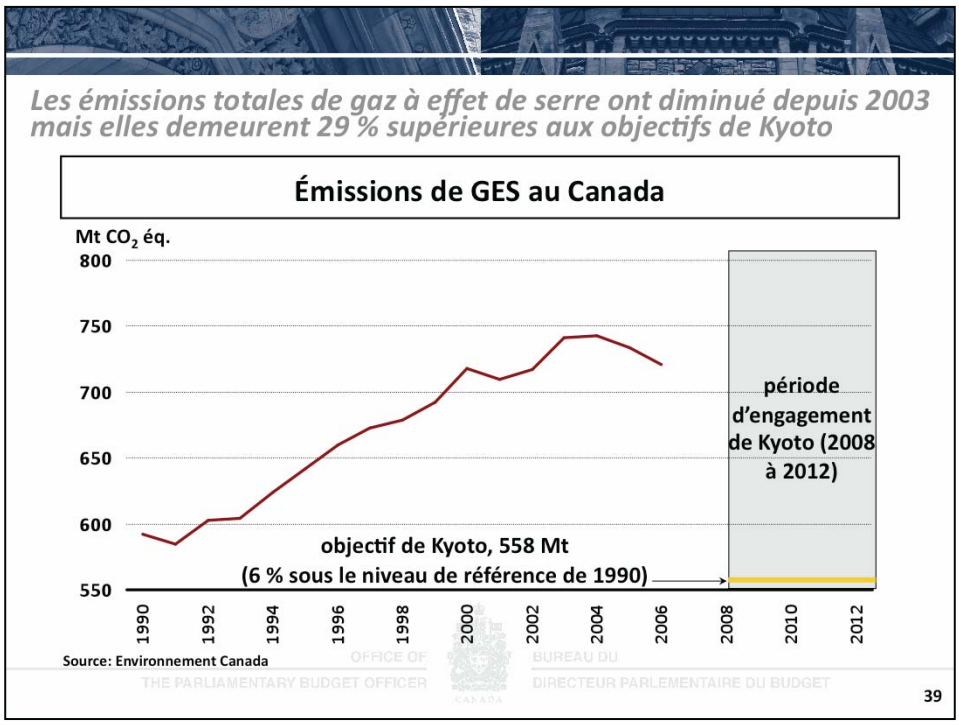
Le Canada vit actuellement une transition démographique sans précédent. Il existe actuellement à peine plus de cinq personnes en âge de travailler pour chaque personne ayant l'âge de prendre sa retraite. Ce ratio devrait tomber à près de deux à la génération prochaine. Un taux de natalité supérieur et/ou une immigration plus importante pourrait ralentir cette transition, sans toutefois l'arrêter.

Le vieillissement démographique ralentira la croissance de la main-d'œuvre de façon spectaculaire. Sans hausse de la croissance de productivité, il y aura un ralentissement de la croissance économique et niveaux de vie des générations actuelles et futures.



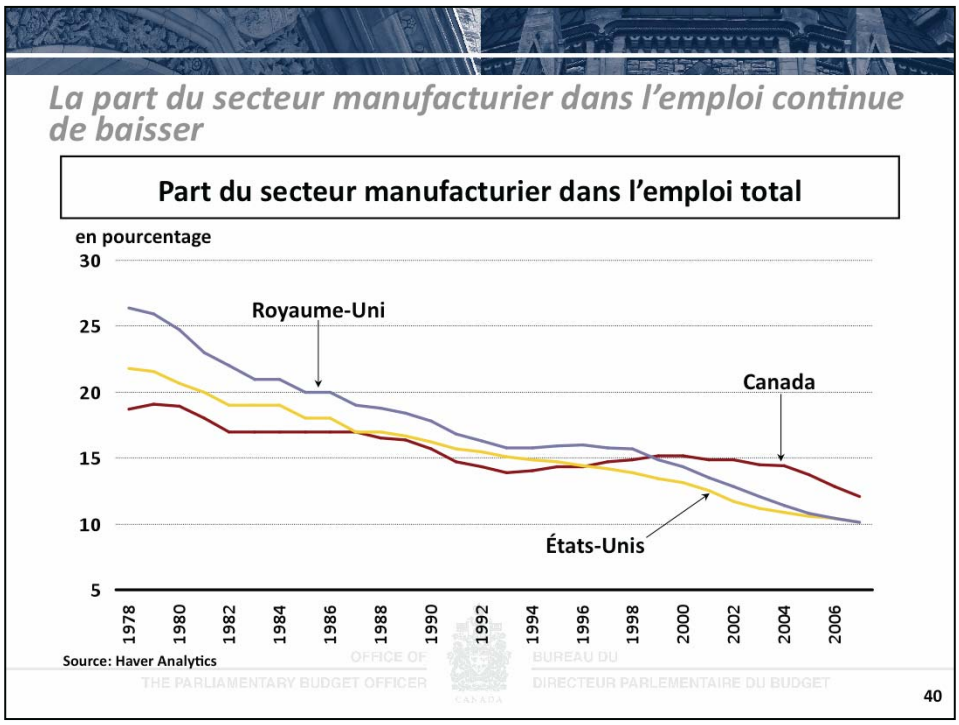
Étant donné que le vieillissement de la population réduira l'expansion de la main-d'œuvre, il sera absolument essentiel de stimuler la croissance de productivité pour assurer une progression soutenue des niveaux de vie. Malheureusement, la productivité qu'affiche le Canada ces derniers temps est médiocre, par rapport tant aux niveaux passés qu'à la productivité affichée récemment par les États-Unis, ce qui est attribuable à des facteurs à la fois cycliques et structurels.

Même s'il n'existe aucune politique miracle permettant d'améliorer la productivité, il faut que les politiques soient axées sur l'accumulation de capital humain et physique ainsi que sur l'innovation – les deux moteurs de l'essor de la croissance de productivité.



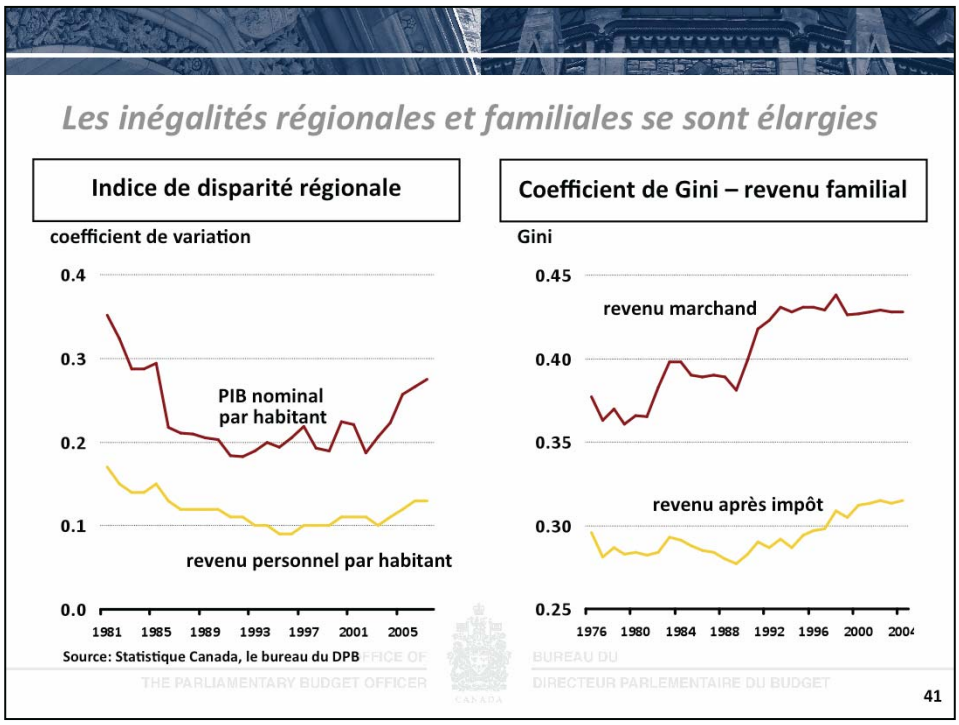
L'amélioration soutenue du niveau de vie et de la qualité de vie au Canada exigera aussi de la part des pouvoirs publics des mesures concertées en vue de réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada et à l'échelle mondiale.

Pour réduire ces émissions, le mieux serait soit de relever le prix des hydrocarbures, soit de plafonner les émissions dans le contexte d'un système d'échange de droits d'émission. Il serait utile de continuer les recherches sur les avantages et inconvénients relatifs de chaque approche à l'aide d'analyses coûts-avantages sur le plan économique et écologique.



À l'instar des autres économies industrialisées, l'économie canadienne poursuit son adaptation à l'intégration croissante de l'économie mondiale.

Il est crucial d'effectuer cet ajustement, car les travailleurs risquent des pertes de revenu importantes et persistantes lorsqu'ils perdent leur emploi. Les politiques les plus utiles à cet égard seraient axées sur la formation permanente et l'apprentissage.



Les disparités de revenu entre régions ont été relativement stables durant les années 1990 et ce jusqu'en 2002 environ, période à laquelle les cours des produits de base ont affiché une hausse spectaculaire, qui a favorisé les régions productrices de ressources. L'évolution des prix de produits de base s'est inversée depuis, mais il se pourrait qu'à plus long terme les disparités de revenu entre régions se creusent, ce qui exercerait des pressions sur les transferts fédéraux intergouvernementaux.

Depuis 1989, l'inégalité du revenu marchand n'a cessé de s'intensifier.* Si l'on compare les disparités de revenu après impôt et de revenu marchand, on voit qu'au début les impôts et les transferts du gouvernement font plus que compenser l'augmentation de l'inégalité de revenu marchand. Toutefois, plus récemment, les programmes publics n'ont compensé que 19 % de cette augmentation, les disparités de revenu étant encore plus marquées.

---

* Le coefficient de Gini qui se trouve dans le graphique cidessus est un index largement utilisé pour mesure l'inégalité de revenu, zéro représentant une égalité de revenu complète (toutes les familles ont le même revenu) et un représentant l'inégalité de revenu complète (tous les revenus appartiennent à une seule famille).

Conclusions

1. **L'économie s'est affaiblie et les risques de baisse prépondérants**

2. **Il y a des risques au niveau des perspectives financières et les cibles fiscales du budget de 2008**

3. **Il importe d'adresser les défis fondamentaux à court et à long terme**

Scénarios économiques du DPB

	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB réel (%)					
Budget de 2008	1.7	2.4	2.9	2.8	2.5
Enquête DPB scénario moyen	0.6	0.5	3.1	3.0	2.8
Enquête DPB scénario bas	0.4	-0.3	2.7	2.8	2.8
Enquête DPB scénario élevé	0.8	1.5	3.6	3.2	2.8
Inflation du PIB (%)					
Budget de 2008	1.8	1.9	1.8	1.6	1.5
Enquête DPB scénario moyen	3.8	0.2	1.2	2.0	2.0
Enquête DPB scénario bas	3.3	-3.3	-0.5	1.8	1.8
Enquête DPB scénario élevé	4.1	1.4	1.7	2.2	2.0
Croissance du PIB nominal (%)					
Budget de 2008	3.5	4.3	4.7	4.5	4.0
Enquête DPB scénario moyen	4.4	0.6	4.4	5.1	4.8
Enquête DPB scénario bas	3.7	-3.6	2.1	4.6	4.7
Enquête DPB scénario élevé	4.9	2.9	5.4	5.5	5.0
Niveau du PIB nominal (G$)					
Budget de 2008*	1 590	1 659	1 738	1 816	1 888
Enquête DPB scénario moyen	1 603	1 613	1 684	1 769	1 855
Enquête DPB scénario bas	1 593	1 535	1 568	1 641	1 717
Enquête DPB scénario élevé	1 611	1 659	1 748	1 843	1 935
Taux des bons du Trésor à 3 mois (%)					
Budget de 2008	3.2	3.8	4.5	4.5	4.5
Enquête DPB scénario moyen	2.4	2.0	3.0	3.5	4.0
Enquête DPB scénario bas	2.3	1.3	2.1	2.8	3.3
Enquête DPB scénario élevé	2.6	2.3	3.9	4.7	4.7
Taux des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans (%)	3.6	4.2	4.8	4.9	5.0
Enquête DPB scénario moyen	3.7	3.8	4.3	5.0	5.2
Enquête DPB scénario bas	3.6	3.4	3.8	4.3	4.6
Enquête DPB scénario élevé	3.8	4.1	5.2	5.4	5.6
Taux de chômage (%)					
Budget de 2008	6.3	6.4	6.2	6.1	6.0
Enquête DPB scénario moyen	6.1	6.9	6.8	6.5	6.4
Enquête DPB scénario bas	6.2	7.6	7.2	6.8	6.6
Enquête DPB scénario élevé	6.0	6.3	6.3	6.1	6.0
Inflation d'IPC global (%)					
Budget de 2008	1.5	1.9	2.0	2.1	2.0
Enquête DPB scénario moyen	2.6	1.6	1.7	1.9	2.0
Enquête DPB scénario bas	2.4	0.9	0.6	1.9	1.9
Enquête DPB scénario élevé	2.7	2.4	2.1	1.9	2.0

* Ajusté en fonction des révisions de Statistiques Canada en 30 mai 2008 aux comptes nationaux des revenus et dépenses.

Enquête DPB scénario moyen

milliards $	Réel 2007-08	2008-09	2009-10	Projection 2010-11	2011-12	2012-13
Revenus budgétaires						
Total des revenus budgétaires						
Budget de 2008	242.4	241.9	252.0	263.5	273.9	283.2
Impact	0.0	1.9	-5.9	-5.3	-3.6	-1.8
Enquête DPB scénario moyen	**242.4**	**243.8**	**246.1**	**258.3**	**270.3**	**281.5**
Impôts sur le revenu des particuliers						
Budget de 2008	113.1	118.6	125.5	132.8	139.8	146.9
Impact	0.0	1.4	-2.5	-2.0	-1.1	0.0
Enquête DPB scénario moyen	113.1	119.9	123.0	130.8	138.7	146.8
Impôts sur le revenu des sociétés						
Budget de 2008	40.6	36.8	36.6	37.7	37.8	36.8
Impact	0.0	-0.2	-2.9	-2.8	-2.5	-2.4
Enquête DPB scénario moyen	40.6	36.7	33.7	34.9	35.3	34.4
Taxe sur les produits et services						
Budget de 2008	29.9	27.6	28.9	30.3	31.5	32.7
Impact	0.0	0.2	-0.2	-0.5	-0.4	-0.1
Enquête DPB scénario moyen	29.9	27.8	28.6	29.8	31.1	32.5
Revenus des cotisations d'assurance-emploi						
Budget de 2008	16.6	16.5	17.3	17.7	18.2	18.7
Impact	0.0	0.0	-0.7	-0.2	0.2	0.5
Enquête DPB scénario moyen	16.6	16.6	16.7	17.5	18.4	19.3
Autres revenues						
Budget de 2008	42.3	42.4	43.8	45.1	46.6	48.2
Impact	0.0	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2
Enquête DPB scénario moyen	42.3	42.8	44.1	45.3	46.8	48.4
Charges						
Total des charges de programmes						
Budget de 2008	199.5	208.1	218.3	226.8	235.4	244.8
Impact	0.0	0.4	0.9	0.7	0.1	0.2
Enquête DPB scénario moyen	**199.5**	**208.5**	**219.2**	**227.5**	**235.5**	**244.9**
Principaux transferts aux particuliers						
Budget de 2008	58.1	60.5	62.6	64.7	67.2	70.0
Impact	0.0	0.0	0.3	0.1	-0.3	-0.3
Enquête DPB scénario moyen	58.1	60.5	62.9	64.8	66.9	69.6
Principaux transferts à d'autres administrations						
Budget de 2008	46.2	46.2	49.5	51.6	53.9	56.4
Impact	0.0	0.4	0.6	0.5	0.4	0.5
Enquête DPB scénario moyen	46.2	46.6	50.1	52.1	54.3	56.9
Frais de la dette publique						
Budget de 2008	33.3	31.5	32.4	33.7	33.8	33.2
Impact	0.0	-0.2	-1.6	-1.5	-0.6	0.4
Enquête DPB scénario moyen	**33.3**	**31.3**	**30.8**	**32.2**	**33.2**	**33.6**
Solde budgétaire						
Budget de 2008	9.6	2.3	1.3	3.0	4.7	5.3
Impact	0.0	1.7	-5.2	-4.4	-3.1	-2.3
Enquête DPB scénario moyen	**9.6**	**4.0**	**-3.9**	**-1.4**	**1.6**	**3.0**
Le ratio du solde budgétaire au PIB (%)	0.6	0.2	-0.2	-0.1	0.1	0.2
Le ratio de la dette au PIB (%)	29.8	28.3	28.4	27.3	25.8	24.5

Enquête DPB scénario bas

milliards $	Réel 2007-08	2008-09	2009-10	Projection 2010-11	2011-12	2012-13
Revenus budgétaires						
Total des revenus budgétaires						
Budget de 2008	242.4	241.9	252.0	263.5	273.9	283.2
Impact	0.0	-0.6	-17.1	-19.9	-19.7	-18.8
Enquête DPB scénario bas	**242.4**	**241.3**	**234.9**	**243.7**	**254.1**	**264.4**
Impôts sur le revenu des particuliers						
Budget de 2008	113.1	118.6	125.5	132.8	139.8	146.9
Impact	0.0	-0.1	-9.0	-10.4	-10.4	-10.0
Enquête DPB scénario bas	113.1	118.5	116.5	122.3	129.4	136.8
Impôts sur le revenu des sociétés						
Budget de 2008	40.6	36.8	36.6	37.7	37.8	36.8
Impact	0.0	-0.8	-5.3	-5.8	-5.5	-5.3
Enquête DPB scénario bas	40.6	36.0	31.2	31.9	32.3	31.5
Taxe sur les produits et services						
Budget de 2008	29.9	27.6	28.9	30.3	31.5	32.7
Impact	0.0	0.0	-1.2	-2.1	-2.4	-2.4
Enquête DPB scénario bas	29.9	27.6	27.7	28.2	29.1	30.2
Revenus des cotisations d'assurance-emploi						
Budget de 2008	16.6	16.5	17.3	17.7	18.2	18.7
Impact	0.0	-0.2	-1.6	-1.4	-1.2	-0.9
Enquête DPB scénario bas	16.6	16.3	15.7	16.2	17.0	17.8
Autres revenues						
Budget de 2008	42.3	42.4	43.8	45.1	46.6	48.2
Impact	0.0	0.4	0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Enquête DPB scénario bas	42.3	42.8	43.9	45.0	46.4	48.0
Charges						
Total des charges de programmes						
Budget de 2008	199.5	208.1	218.3	226.8	235.4	244.8
Impact	0.0	0.7	1.1	-0.6	-1.7	-2.1
Enquête DPB scénario bas	**199.5**	**208.8**	**219.4**	**226.2**	**233.6**	**242.7**
Principaux transferts aux particuliers						
Budget de 2008	58.1	60.5	62.6	64.7	67.2	70.0
Impact	0.0	0.2	0.4	-1.0	-1.6	-1.9
Enquête DPB scénario bas	58.1	60.7	63.0	63.7	65.6	68.1
Principaux transferts à d'autres administrations						
Budget de 2008	46.2	46.2	49.5	51.6	53.9	56.4
Impact	0.0	0.4	0.8	0.4	-0.1	-0.2
Enquête DPB scénario bas	46.2	46.6	50.2	52.0	53.8	56.2
Frais de la dette publique						
Budget de 2008	33.3	31.5	32.4	33.7	33.8	33.2
Impact	0.0	-0.7	-3.0	-3.0	-1.5	0.3
Enquête DPB scénario bas	**33.3**	**30.8**	**29.4**	**30.7**	**32.3**	**33.5**
Solde budgétaire						
Budget de 2008	9.6	2.3	1.3	3.0	4.7	5.3
Impact	0.0	-0.6	-15.2	-16.2	-16.5	-17.1
Enquête DPB scénario bas	**9.6**	**1.7**	**-13.8**	**-13.2**	**-11.8**	**-11.8**
Le ratio du solde budgétaire au PIB (%)	0.6	0.1	-0.9	-0.8	-0.7	-0.7
Le ratio de la dette au PIB (%)	29.8	28.6	30.6	30.8	30.2	29.5

Enquête DPB scénario élevé

milliards $	Réel 2007-08	2008-09	Projection 2009-10	2010-11	2011-12	2012-13
Revenus budgétaires						
Total des revenus budgétaires						
Budget de 2008	242.4	241.9	252.0	263.5	273.9	283.2
Impact	0.0	4.0	0.3	3.2	5.9	8.4
Enquête DPB scénario élevé	**242.4**	**245.9**	**252.3**	**266.7**	**279.8**	**291.6**
Impôts sur le revenu des particuliers						
Budget de 2008	113.1	118.6	125.5	132.8	139.8	146.9
Impact	0.0	2.5	1.0	2.9	4.4	5.9
Enquête DPB scénario élevé	113.1	121.1	126.5	135.6	144.2	152.8
Impôts sur le revenu des sociétés						
Budget de 2008	40.6	36.8	36.6	37.7	37.8	36.8
Impact	0.0	0.3	-1.9	-1.6	-1.2	-1.2
Enquête DPB scénario élevé	40.6	37.1	34.7	36.1	36.6	35.6
Taxe sur les produits et services						
Budget de 2008	29.9	27.6	28.9	30.3	31.5	32.7
Impact	0.0	0.6	0.9	1.0	1.3	1.8
Enquête DPB scénario élevé	29.9	28.1	29.7	31.3	32.9	34.5
Revenus des cotisations d'assurance-emploi						
Budget de 2008	16.6	16.5	17.3	17.7	18.2	18.7
Impact	0.0	0.2	-0.1	0.5	1.0	1.4
Enquête DPB scénario élevé	16.6	16.7	17.2	18.2	19.2	20.1
Autres revenues						
Budget de 2008	42.3	42.4	43.8	45.1	46.6	48.2
Impact	0.0	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5
Enquête DPB scénario élevé	42.3	42.9	44.2	45.5	47.0	48.6
Charges						
Total des charges de programmes						
Budget de 2008	199.5	208.1	218.3	226.8	235.4	244.8
Impact	0.0	0.1	0.6	1.0	0.9	1.1
Enquête DPB scénario élevé	**199.5**	**208.2**	**218.9**	**227.8**	**236.3**	**245.9**
Principaux transferts aux particuliers						
Budget de 2008	58.1	60.5	62.6	64.7	67.2	70.0
Impact	0.0	-0.2	0.1	0.4	0.2	0.3
Enquête DPB scénario élevé	58.1	60.2	62.7	65.1	67.4	70.2
Principaux transferts à d'autres administrations						
Budget de 2008	46.2	46.2	49.5	51.6	53.9	56.4
Impact	0.0	0.4	0.5	0.6	0.6	0.8
Enquête DPB scénario élevé	46.2	46.6	50.0	52.2	54.6	57.2
Frais de la dette publique						
Budget de 2008	33.3	31.5	32.4	33.7	33.8	33.2
Impact	0.0	0.2	-0.2	1.1	1.5	0.7
Enquête DPB scénario élevé	**33.3**	**31.7**	**32.2**	**34.8**	**35.3**	**33.9**
Solde budgétaire						
Budget de 2008	9.6	2.3	1.3	3.0	4.7	5.3
Impact	0.0	3.7	-0.1	1.1	3.5	6.6
Enquête DPB scénario élevé	**9.6**	**6.0**	**1.3**	**4.2**	**8.2**	**11.8**
Le ratio du solde budgétaire au PIB (%)	0.6	0.4	0.1	0.2	0.4	0.6
Le ratio de la dette au PIB (%)	29.8	28.0	27.1	25.5	23.8	22.0